



**Direction de l'Aménagement du Territoire /** Ministère de l'urbanisme, des collectivités  
territoriales et de l'aménagement du territoire  
**Département de Géographie / Laboratoire de Géomatique et d'Environnement /**  
Université Assane Seck de Ziguinchor

---

**Deuxièmes journées de l'Aménagement du Territoire**  
**Thème : PENSEES ET POLITIQUES D'AMENAGEMENT DU**  
**TERRITOIRE**

**Colloque international**  
**Du 29 au 31 octobre 2024**  
**Dakar (Sénégal)**

---

**RESUME**

**Axe 1 : Pensées et théories d'aménagement**

**La politique d'aménagement du territoire face aux réalités locales en Côte d'Ivoire**  
**Regional planning policy and local realities in Cote d'Ivoire**  
**KAMAGATE Sanaliou**

Maitre de conférences, Institut de Géographie Tropicale, Université Félix Houphouët-Boigny  
(Abidjan)  
[ksanaliou@yahoo.fr](mailto:ksanaliou@yahoo.fr)

**Résumé**

De la prise de possession des territoires africains à leur administration, plusieurs idéologies se sont affrontées sur le terrain du développement. La logique des dirigeants, inspirée des théories néolibérales occidentales, n'a toujours pas été celle des populations africaines. L'aménagement du territoire, à pas forcée, a souvent produit des effets pervers dans la mise en œuvre des politiques de développement territorial. Cette réflexion porte un regard critique sur l'évolution des politiques d'aménagement du territoire à l'aune des décalages observés sur le terrain entre la logique des développeurs et celles des populations africaines. Le cadre opératoire est inspiré des théories behavioristes qui mettent l'accent sur l'importance des filtres socio-culturels et psychologiques dans l'adoption des innovations par les populations locales. Cette étude a été conduite à partir d'une abondante revue de littérature et de notre expérience du terrain. L'hypothèse de départ stipulant, une opposition idéologique dans l'aménagement du territoire entre les acteurs du développement et les populations locales a été confirmée. Cela transparaît dans la conception et la mise en œuvre des projets de développement.

**Mots clefs :** développement, participatif, aménagement du territoire, projet, idéologie

---

## **Evaluation de la mise en œuvre du Schéma Directeur d'Aménagement de la Commune d'Abomey au Bénin : capitalisation et leçons apprises**

Arouna Ousséni<sup>1</sup>, Issiako Dramane<sup>2</sup> et Sabi Orou Bogo Sanni Sylvestre<sup>2</sup>

<sup>1</sup>: Enseignant- Chercheur, Professeur Titulaire, Laboratoire de Géosciences, de l'Environnement et Applications (LaGEA), Université Nationale des Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques (UNSTIM)

<sup>2</sup>: Assistant, Laboratoire de Géosciences, de l'Environnement et Applications (LaGEA), Université Nationale des Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques (UNSTIM)

<sup>3</sup>: Etudiant en Master, Centre de Recherche et d'Application en Télédétection (CURAT), Université Felix-Houphouët-Boigny d'Abidjan

Adresse de l'auteur principal : arounaousseni@gmail.com, Tel : +229 97 62 70 30

### **Résumé**

Au Bénin, le Schéma Directeur d'Aménagement de la Commune (SDAC) est un document de large portée qui a pour mission de déterminer l'usage du sol sur le territoire de la commune ainsi que les droits qui sont attachés à l'occupation de l'espace. La Commune d'Abomey a élaboré son SDAC en 2012. Les grandes affectations des terres retenues dans son schéma directeur sont : les zones urbaines, les zones agricoles et rurales, les zones de services publics et d'équipements collectifs et les Zones de gestion de l'environnement (ZGE). L'objectif de la présente recherche est d'évaluer le niveau de mise en œuvre de ce document d'aménagement du territoire. Les images Sentinel de 2024 ont été utilisées pour réaliser la cartographie de l'occupation et de l'utilisation des terres. Cette carte a été croisée avec celle des affectations des terres retenues dans le SDAC. Les résultats obtenus ont révélé que la plupart des affectations des terres prévues dans le SDAC ne sont pas respectées. La recherche des causes de la faible mise en œuvre des affectations des terres a révélé que les cadres techniques de la Mairie d'Abomey chargés de la mise en œuvre de ce document de planification n'ont pas participé activement à son élaboration. Il ressort de ce processus d'élaboration et de mise en œuvre des instruments d'aménagement du territoire que la participation des acteurs est un facteur déterminant de succès. Les leçons apprises de ce processus permettront d'améliorer les autres expériences d'aménagement du territoire en Afrique.

**Mots-clés** : Aménagement, affectations des terres, images Sentinel, succès, Abomey

---

## **Quelle place pour les outils de planification dans le développement urbain de la ville de Tsévié au Togo ?**

BOUDOU Mintre

Doctorant au département de Géographie, LARDYMES, Université de Lomé, Tel : 00228 92 10 55 10, mintreboudou10@gmail.com

### **Résumé**

Une ville durable est une entité géographique préalablement réfléchie, organisée dont les orientations permettent de créer un espace vivable. Les villes togolaises comme la plupart des villes africaines ou subsahariennes semblent échapper au contrôle du pouvoir public. Il s'agit d'un étalement démesuré, d'une massification humaine dont les conséquences se présentent sur le plan social, économique, environnemental. L'idée d'organiser la ville amène à penser à la aux politiques de planification et d'aménagement. L'espace d'étude situé à proximité de la capitale macrocéphalique Lomé connaît une extension démesurée de ses périmètres avec une déchirure du tissu urbain, une atomisation de l'espace. Ce phénomène urbain observable à travers le plan de la ville interroge les politiques de planification urbaine. Dans cette logique, l'objectif de cette étude est de porter un regard sur les faits urbains de la ville à travers une analyse diachronique de l'espace, un diagnostic des outils de planification existante et les défis à relever en matière de gouvernance urbaine. Pour atteindre les objectifs, une méthodologie basée sur l'analyse cartographique, des outils de planification, la recherche documentaire et les enquêtes de terrain. Par cette approche méthodologique, il ressort que l'étalement de la ville de Tsévié sous la pression de la capitale Lomé

est continu. De cette occupation anarchique, les outils de planification de la ville semblent ne pas apporter une solution durable de par l'efficacité et la nature. Cette étude fera un diagnostic des outils existants et les perspectives de développement durable.

**Mots clés :** planification, gouvernance, urbains, développement, Tsévié

---

### **L'Aménagement du territoire, moteur de régulation des villes inachevées : Cas de Tenghory transgambienne.**

Amadou Fadyl DIEDHIOU  
Université Assane Seck de Ziguinchor  
amadoufadyl@gmail.com

#### **Résumé**

La commune de Tenghory dans le département de Bignona est constituée de villages et d'une bande périurbaine. Cette bande périurbaine s'aligne tout au long de la route nationale (RN04) en position frontale avec la commune de Bignona. Elle est dénommée Tenghory Transgambienne. Au vue de sa proximité avec la ville de Bignona, Tenghory transgambienne a connu une accélération galopante de sa taille démographique qui a suscité une expansion sur l'occupation du sol de manière anarchique dans cette zone. Notre communication s'intéresse à l'aménagement du territoire comme outils d'organisation de l'espace urbain. Elle aborde d'abord la question de la genèse de ce quartier dénommé Tenghory transgambienne et les soubassements qui motivent son expansion. Ensuite, il serait important d'analyser les initiatives prises sur la réorganisation ou la restructuration de cette bande périurbaine en termes de politiques d'aménagement territoriales en s'interrogeant sur le premier lotissement concerté de 1994 et le second de 2010, mais aussi sur d'autres documents tels que le Plan de Directeur d'Urbanisme (PDU) de Bignona, le Schéma Départemental d'Aménagement et de Développement Territorial (SDADT) du département de Bignona et le Plan de Développement Communal (PDC) de la commune de Tenghory. Considérant que le territoire de Tenghory transgambienne est en perpétuelle mutation spatiale et démographique, l'article s'intéresse aussi aux enjeux socioéconomiques et environnementaux qui se présentent au niveau de cet espace. Les résultats de ces analyses nous permettent enfin, de proposer des solutions ou des outils pour une meilleure restructuration de cette zone charnière de la commune de Tenghory qu'est Tenghory transgambienne.

**Mots clefs :** aménagement, territoire, ville, foncier, bande périurbaine, Tenghory Transgambienne, Bignona

---

### **Relations entre modèles agricoles et aménagement du territoire au Sénégal : quels enseignements tirés d'une prospective nationale**

Marc Piraux (Cirad/ISRA-BAME), Rémi Prudhomme (Cirad), Cheikh Sadibou Fall (ISRA-BAME), Bruno Dorin (Cirad)

Statut professionnel de l'auteur principal : docteur/HDR, chercheur visitant à l'ISRA Bame, marc.piraux@cirad.fr, 77 190 88 79.

marc.piraux@cirad.fr

#### **Résumé**

Le paysage agricole du Sénégal subit des transformations significatives face aux défis d'une population en augmentation rapide et d'une demande croissante en matière de sécurité alimentaire, alors que le secteur reste vulnérable aux aléas climatiques et à la hausse des prix des intrants, exacerbés par les crises mondiales. Dans un cadre institutionnel agricole pourtant très actif, il n'existe guère de réflexions sur le futur à long terme de l'agriculture sénégalaise à l'échelle nationale. Mis en œuvre en 2022 et 2023, conjointement par le gouvernement du Sénégal, le CIRAD, l'ISRA-BAME, la DyTAES et la FAO, avec le soutien financier de la GIZ, AgroEco2050-Sénégal a informé ces visions à long terme. Combinant des approches qualitatives, quantitatives et participatives, AgroEco2050-Sénégal a clarifié et quantifié les impacts de deux modes d'intensification différents (conventionnel vs. agroécologique) sur les questions alimentaires,

d'environnement et d'emploi au Sénégal d'ici 2050. Les résultats montrent des effets spécifiques sur la production agricole et alimentaire mais aussi des impacts contrastés en matière d'aménagement du territoire. C'est notamment le cas pour les usages des terres, les équilibres territoriaux et le déplacement des populations, le rôle des infrastructures (route, électrification, usine de transformation...) et des aménagements agricoles (surtout les périmètres irrigués), l'enjeu de développement des villes intermédiaires et de la restauration des zones dégradées. Les modèles agricoles renvoient directement à des politiques d'aménagement du territoire, les deux secteurs ne pouvant se penser séparément. L'objectif de cette communication est double : i) montrer les liens entre les modèles agricoles et les questions d'aménagement du territoire, ii) tirer des enseignements sur la conduite de prospectives participatives, même sectorielles, qui permettent de penser des politiques intersectorielles (notamment d'aménagement du territoire), d'apporter de la cohérence et de l'efficacité à des plans de court terme, mais aussi pour sortir de l'urgence du présent.

**Mots clés** : Sénégal, modèles agricoles, prospective, aménagement du territoire, usage des terres.

---

### **Téléphonie mobile et aménagement du territoire : exemple de l'opérateur orange dans la ville d'Abidjan, Côte d'Ivoire**

**BAMBA Mansé**

Assistante, Université de Bondoukou, Côte d'Ivoire

mireillemansy@gmail.com / manse.bamba@ubkou.edu.ci / Cel : +225 0748331410 / +225 0506036357

#### **Résumé**

Dans les années 1990, des licences d'exploitation et des permis d'installation ont été octroyés à plusieurs opérateurs de téléphonie mobile en Côte d'Ivoire. Cette installation a induit des innovations, des bouleversements socio-économiques, politiques, culturels et surtout spatiaux. Dans le souci d'étendre leur réseau, d'avoir une bonne visibilité de l'approvisionnement territorial et un bon partage des gains, des techniques sont utilisées par les opérateurs de téléphonie mobile. En partant d'une étude de cas de la ville d'Abidjan et de l'Orange CI, comment se structure l'espace Abidjanais par l'opérateur mobile Orange CI ? Cette contribution a pour objectif de montrer le processus de territorialisation de la ville d'Abidjan par l'opérateur Orange CI. Pour atteindre cet objectif, cette étude s'est basée sur les techniques de la recherche documentaire, l'observation directe, l'entretien qualitatif et l'enquête par questionnaire pour la collecte de données auprès de l'opérateur Orange CI. Le champ d'expérimentation de cette étude concerne l'ensemble des communes de la ville d'Abidjan : Yopougon, Adjamé, Plateau, Attécoubé, Abobo, Cocody, Treichville, Marcory, Koumassi, Port-Bouët, Songon, Anyama et Bingerville. Les résultats de cette étude montrent que l'opérateur de téléphonie mobile Orange CI a utilisé le modèle de distribution exclusif pour fractionner la ville d'Abidjan en sept (7) zones tout en s'appuyant sur des partenaires pour la distribution de ses produits et services. Ces partenaires organisent le territoire commercial qui leur est octroyé, en faisant recours à des responsables de distribution suivis des superviseurs puis des commerciaux et enfin les détaillants.

**Mots-clés** : Téléphonie mobile, Territorialisation, Modèle Exclusif, Partenaires, territoire commercial, Abidjan

---

### **Planifier le développement local : comment, pourquoi et pour qui ? Retours d'expériences de l'élaboration concomitante de plans communaux de développement, de plans directeurs d'urbanisme et de schémas directeurs d'aménagement communal de quatre communes béninoises.**

GUIGMA Pougwendé Léandre, BANON Fabrice

Architecte, Docteur en études urbaines, aménagement et urbanisme, Enseignant chercheur à l'Université Aube Nouvelle de Bobo-Dioulasso Chercheur associé à ALTER / LAVUE – UMR CNRS 7218, Gérant de l'agence PERSPECTIVE guigmaleandre@gmail.com / Tel : (+226) 76

Urbaniste, Maître Assistant CAMES en Urbanisme et aménagement à l'Ecole Africaine des Métiers de l'Architecture et de l'Urbanisme, banonfabrice@gmail.com / Tél. (+229) 96 31 29 16

**Résumé :**

L'élaboration concomitante, dans le cadre du Programme d'Adaptation des Villes au Changement Climatique (PAVICC), de schémas directeurs d'aménagement communal, de Plans directeurs d'urbanisme et de plans communaux de développement de Cotonou, Sèmè-Podji, Comé et Bohicon a constitué une bonne occasion pour questionner la démarche de planification. L'exigence de la cohérence territoriale et stratégique des termes de référence des études a été confrontée sur le terrain à des biais méthodologiques et à des conflits d'acteurs dans le passage de la planification territoriale à la planification stratégique, systématiquement dans les quatre communes étudiées. Comment concilier les enjeux stratégiques locaux avec les orientations spatiales nationales, notamment au niveau des outils méthodologiques et particulièrement au niveau des espaces périurbains ou écologiquement fragiles ? Comment articuler les motivations des différents acteurs en présence et les objectifs du développement local ? Cette contribution expose les défis de la planification territoriale et stratégique à partir de la réflexion autour des méthodes prescrites et des interactions des acteurs en présence et leurs impacts sur le processus de la planification. La méthodologie se fonde sur la « participation observante » (S. Bastien, 2007) aux élaborations de documents d'urbanisme pour les villes bénéficiaires du PAVICC de 2021 à 2024. La contribution révèle la complexité des interactions de la « gouvernance locale » (Ouattara, 2007) en tension non seulement avec les outils méthodologiques de différents courants de pensée mais également avec les injonctions nationales et internationales de développement territorial soutenable.

**Mots clés :** Aménagement du territoire, gouvernance locale, politique communale, planification locale, Bénin.

---

## **Temporalités et rythmes urbains, les oublis de l'aménagement du territoire au Sénégal**

François Singue DIOUF, Meissa Birima FALL

Docteur en Géographie, Laboratoire de Géographie, Institut Fondamental d'Afrique noire (IFAN-CAD), Université Cheikh Anta Diop (UCAD), Dakar, Sénégal singdiouf@gmail.com

Docteur en Géographie, Laboratoire de Géographie, Institut Fondamental d'Afrique noire (IFAN-CAD), Université Cheikh Anta Diop (UCAD), Dakar, Sénégal mayssafall@gmail.com

### **Résumé**

L'aménagement du territoire est compris généralement comme l'agencement des hommes, de leurs activités et de leurs habitats, dans l'espace. En ce sens, il englobe une dimension matérielle prépondérante qui occulte d'autres déterminants de l'espace comme, le temps. Ce dernier, au regard des recompositions urbaines contemporaines, montre que l'espace n'est pas que physique. Il a une dimension immatérielle qui reste encore peu explorée. À partir de l'observation de nos villes modernes, on constate que ces milieux subissent des variations au fil des heures. En exemple, Dakar du jour est différente de celle de la nuit. Les rythmes qui caractérisent la ville changent en fonction des temporalités. Selon la nuit et le jour, des spatialités et des centralités singulières se dessinent et se reflètent sur les mobilités, le commerce et les loisirs. On en déduit alors une réelle incidence du temps et des rythmes sur l'organisation spatiale. L'aménagement du territoire au Sénégal intègre-t-elle les dimensions temporelles et rythmiques de l'espace ? En quoi ces nouveaux paradigmes s'imposent-ils pour une organisation spatiale se voulant inclusive ? C'est à partir de ces questionnements que part ce présent travail. Ainsi, il est question pour nous de pointer du doigt dans cet article, la nécessité de prendre en compte le temps dans l'aménagement du territoire. En partant de l'exemple de Dakar, nous nous appuyons sur des travaux de terrain et des sources documentaires existantes pour étayer notre propos.

**Mots clés :** Temporalités, rythmes, Dakar, ville, aménagement du territoire

---

## **Axe 2 : Inégalités et équités territoriales**

### **Dynamique urbaine et vulnérabilité des habitants des quartiers périphériques de Maradi : cas de Soura Alladey et Mazadou Djika**

BOUBACAR AKALI Haoua

Enseignante chercheure/Assistante à l'Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger)

boubacar.akali@gmail.com ; haoua.boubacar@uam.edu.ne

### **Résumé**

La ville de Maradi est caractérisée ces dernières années par une urbanisation rapide. Ce phénomène concerne aussi l'ensemble des villes nigériennes. Cette urbanisation est essentiellement due à un exode rural massif, résultat des différentes sécheresses qui se sont succédé et aussi à un important accroissement naturel (3,3 % par an). En effet, la croissance urbaine a entraîné non seulement une forte occupation du sol mais aussi l'annexion des villages périphériques de la ville. C'est le cas de Soura Alladey et Mazadou Djika pris malgré eux dans la spirale infernale de la ville. Cette dynamique est particularisée par une occupation anarchique des zones *non aedificandi* notamment inondables et insalubres, par une population en majorité pauvre qui fait des constructions non règlementées par le code de l'urbanisme (Sneih, 2006) et que les autorités locales ne parvenaient pas freiner. En effet, l'évolution spatiale de ces deux quartiers dans le lit du Goulbi N'Maradi constitue une contrainte majeure pour les habitants. Ces quartiers abritent actuellement 32 315 habitants. Qu'est-ce qui caractérise alors la vulnérabilité des habitants des quartiers Soura Alladey et Mazadou Djika de Maradi ? Les résultats montrent que ces deux quartiers sont vulnérables parce que Soura Alladey est en bordure d'une mare et le Goulbi tandis que Mazadou Djika est situé non seulement dans le lit d'un Koris mais aussi à proximité d'une carrière. L'occupation de ces quartiers pose un certain nombre de problèmes environnementaux, de logements et d'infrastructures dans un contexte d'absence de politique urbaine et foncière adéquate. La méthodologie utilisée pour

cette recherche combine à la fois des données quantitatives et qualitatives. De façon globale, il s'agit d'analyser la vulnérabilité des habitants de ces deux quartiers périphériques de Maradi.

**Mots-clés:** Maradi, dynamique urbaine, vulnérabilité, urbanisation, politique urbaine

---

**L'innovation territoriale, une réponse des acteurs territoriaux face aux déficits et insuffisances des politiques publiques : cas de la commune de Rufisque Nord (Dakar/Sénégal).**

**Moussa TAMBA :** Doctorant au Laboratoire de Géomatique et d'Environnement de l'Université Assane Seck de Ziguinchor ([m.tamba4996@zig.univ.sn](mailto:m.tamba4996@zig.univ.sn)).

**Abdourahmane Mbade SÈNE :** Enseignant au département de géographie de l'Université Assane Seck de Ziguinchor ([asen@univ-zig.sn](mailto:asen@univ-zig.sn)).

**Oumar SALL :** Enseignant au département de géographie de l'Université Assane Seck de Ziguinchor ([ousall@univ-zig.sn](mailto:ousall@univ-zig.sn)).

**Résumé**

L'innovation territoriale est devenue dans les territoires la réponse apportée aux insuffisances et déficits de l'offre de politiques publiques depuis quelques années. Cette réponse semble aujourd'hui se généraliser à l'ensemble des territoires aussi bien dans les pays du Nord que ceux du Sud dont le Sénégal. Dans ce pays par exemple, on note de grands déficits et insuffisances en matière d'offre de politiques publiques d'assainissement depuis des décennies. Par conséquent, les problèmes et les besoins en termes d'assainissement demeurent toujours d'actualité. Pour faire face à cette situation, les acteurs territoriaux s'organisent pour apporter à travers des projets d'innovation territoriale des réponses qui semblent parfois très efficaces. S'inscrivant dans cette logique, les populations de Darou Rahmane dans la commune de Rufisque Nord initient et procèdent à la mise en place d'un projet d'assainissement pour faire face à l'insuffisance de politiques publiques d'assainissement. Ce projet d'innovation territoriale a été réalisé dans le cadre d'une démarche partenariale mobilisant le conseil du quartier, la municipalité et les associations de populations. Cet article analyse les impacts de ce projet d'assainissement. Pour y arriver, une démarche articulée autour de trois grandes étapes dont la revue documentaire, la collecte de données et leur traitement a été utilisée. Cette démarche a permis de constater que ce projet, réalisé à hauteur de 13 millions de francs CFA, a permis à plus de 180 ménages de bénéficier d'un raccordement aux réseaux principaux d'évacuation des eaux usées et de lutter contre l'insalubrité. Il a également contribué à lutter contre certaines maladies dermatologiques et pathologiques. Cependant, la faiblesse des moyens financiers et matériels ainsi que la faible implication des autorités locales bloquent la réalisation efficiente de ce projet.

**Mots clés :** Assainissement, Politiques publiques, innovation territoriale, déficits de l'offre de politiques publiques, Rufisque Nord

---

**L'évolution des relations ville/campagne dans le contexte des politiques d'aménagement du territoire à partir de l'exemple de Louga (Sénégal)**

Babacar MBAYE

Enseignant-chercheur vacataire, Docteur en Géographie de l'Université Gaston Berger de Saint Louis, Laboratoire Leïdi « Dynamiques des territoires et développement

[mbayebabacar1990@hotmail.fr](mailto:mbayebabacar1990@hotmail.fr)

**Résumé**

Depuis longtemps, les centres urbains jouent un rôle fondamental dans l'organisation et la structuration des territoires et entretiennent des relations de dépendance et de complémentarité entre eux et surtout avec les campagnes qu'ils polarisent en termes d'offre de services et autres. Au Sénégal, les politiques d'aménagement du territoire consécutives aux différents régimes qui se sont succédées, ont occasionné une évolution des relations entre les villes et les campagnes. Ces dernières sont devenues moins dépendantes des centres urbains qui les polarisent. D'où la nécessité d'étudier l'évolution des relations entre ces entités territoriales. La ville de Louga en est

une parfaite illustration. En effet, cette ville a été un centre attractif et polarisant de toute la région, surtout en termes d'activités économiques et de services sociaux de base. Mais avec l'évolution des politiques publiques étatiques, les relations entre Louga, capitale régionale du Ndiambour, et le monde rural connaissent des évolutions remarquables accentuées par le processus de décentralisation qui vise à développer et renforcer l'autonomie des collectivités territoriales. L'objectif de cette communication est d'analyser l'évolution des relations ville/campagne, à travers l'exemple de Louga et son arrière-pays, dans le contexte des politiques d'aménagement du territoire. La méthodologie adoptée s'appuie principalement sur la revue documentaire, l'observation et des discussions avec les acteurs locaux. Les résultats révèlent que Louga était un ancien centre très dynamique de collecte et de distribution de divers produits et un carrefour d'échanges. Durant cette période, l'économie régionale était organisée autour de la ville de Louga qui jouait un rôle central dans le développement de la région. Mais au milieu des années 1970 et 1990, la situation a évolué avec l'avènement de la décentralisation et les nouvelles orientations en matière de politiques territoriales ; atténuant cette relation de dépendance des localités environnantes et certains centres ruraux vis-à-vis de Louga.

**Mots clés :** Relations ville/campagne, centre urbain, politiques d'aménagement du territoire, décentralisation, Louga.

---

### **Les territoires périphériques de la commune de Kolda (Sénégal) : entre précarité et conflictualité.**

Yaya DIALLO, Oumar SY

Université Assane Seck de Ziguinchor (UASZ)/UFR Sciences et technologies/Département de Géographie/ Laboratoire Géomatique et Environnement (LGE)

y.diallo795@zig.univ.sn

#### **Résumé**

La forte croissance spatiale, caractéristique de la plupart des villes Sénégalaises au cours de ces dernières décennies, s'est traduite entre autres, par la formation de quartiers périphériques nouveaux. L'appropriation foncière et les stratégies résidentielles y relèvent souvent d'initiatives privées. Dans la ville de Kolda, la mobilité résidentielle et le desserrement de certaines activités socio-économiques ont entraîné la formation de quartiers périphériques dont Sinthiang Tountourou et Ilèle, théâtre aujourd'hui d'une forte concurrence entre acteurs et activités pour l'occupation du sol. Les conflits fonciers et le déficit d'accès aux services urbains de base caractérisent ces quartiers. Ce qui pose un problème de justice sociale et d'équité spatiale. L'objectif de ce travail est d'analyser le niveau de précarité des occupants et de conflictualité de la périphérie, à travers l'accès des résidents à des services urbains de base et la complexité des conflits fonciers auxquels ils font face. La méthodologie est basée sur l'observation directe, associant entretiens, récits de vie et interprétation de données sociodémographiques collectées sur le terrain. Les résultats révèlent qu'une part importante des résidents déversent les eaux usées dans la rue (38% à Ilèle et 45% à Sinthiang Tountourou), utilisent des dépotoirs sauvages (48% Ilèle et 45% à Sinthiang Tountourou) comme mode de gestion des ordures ménagères et s'approvisionnent en eau à partir des puits (37% à Ilèle et 05% à Sinthiang Tountourou). Les parcelles d'habitation ont fait souvent l'objet de conflits fonciers : 46 % à Ilèle et 54% à Sinthiang Tountourou. Ces derniers sont relatifs au phénomène de doublement (33% Ilèle et 40% à Sinthiang Tountourou), de délimitation (25% à Ilèle et 19% à Sinthiang Tountourou), d'héritage (26% à Ilèle et 22% à Sinthiang Tountourou), d'expropriation (5% à Ilèle et 11% à Sinthiang Tountourou) et d'escroquerie (10% à Ilèle et 6% à Sinthiang Tountourou).

**Mots clés :** Territoire, périphérie, précarité, conflictualité, service urbain.

---

### **Pratiques sportives et accès aux équipements publics au Gabon : l'accaparement du plateau sportif du PK 7 à Libreville**

BIGOUMOU MOUNDOUNGA Guy Obain

Chargé de Recherche, IRSH/ CENAREST Gabon  
moundoungaguy@yahoo.fr

## Résumé

Le plateau du PK 7 connaît un accaparement par les sportifs résidants les quartiers les plus proches, mais aussi les sportifs de sexe masculin, ce, depuis son ouverture. Cette situation a pour effet d'exclure certains sportifs des équipements publics. L'objectif recherché est de montrer la place de la décentralisation des installations sportives dans la ville. Cette étude nous plonge au cœur de la géographie sociale où l'appropriation de l'espace est vécue comme un enjeu pour les acteurs présents. La méthode utilisée est une enquête par questionnaire auprès de 300 sportifs. Les résultats montrent que dominé à plus de 80% par les sportifs riverains, l'accaparement du plateau sportif du PK 7 l'est aussi par les jeunes adultes.

**Mots clés :** Libreville, périphérie, équipement sportif, arrondissement

---

## Les Communs sénégalais, une garantie de justice et paix sociales à préserver dans les politiques d'aménagement du territoire

Alpha Ba<sup>1</sup>, Baba Ba<sup>2</sup>, Patrick D'Aquino<sup>3</sup>, Dembayel Diop<sup>4</sup>, Omar Fedior<sup>5</sup>, Geneviève Fontaine<sup>6</sup>, Amadou Ka<sup>7</sup>, Atoumane Kane<sup>8</sup>, Kader Fanta Ngom<sup>9</sup>, Marc Piraux<sup>10</sup>, Ardo Sow<sup>11</sup>

<sup>1</sup>Enseignant-chercheur (ENSA Thiès), <sup>2</sup>chercheur (ILRI), <sup>3</sup>Chercheur (Cirad), <sup>4</sup>Société civile (commune de Mbolo), <sup>5</sup>Consultant (SAFET), <sup>6</sup>Chercheur (R&D Tetris), <sup>7</sup>Agent développement (Saed), <sup>8</sup>Consultant (ex AVSF), <sup>9</sup>Consultant, <sup>10</sup>Chercheur (Cirad), <sup>11</sup>Agent développement (Association des Maires du Sénégal, ex Enda-Pronat)

## Résumé

La cohabitation d'activités sur les mêmes terres est une pratique répandue au Sénégal. La régulation des compétitions entre ces différents usages est gérée à l'échelle locale par des règles et organisations collectives, qui s'appuient sur des modalités d'appropriation des terres adaptées à ce contexte. Dans un contexte de rareté et de variabilité des ressources, ces « communs » ont toujours poursuivi un enjeu prioritaire, et pour lequel toutes leurs règles sont conçues : préserver la paix et la justice sociales en permettant à chacun d'accéder, dans ce contexte difficile, aux ressources dont il a besoin. Ces « communs » sénégalais sont des portions de territoire qui peuvent contenir des terres ou des ressources affectées individuellement, au sein d'autres portions en accès collectif (p.e. pâturages ou ressources forestières), l'ensemble étant géré de façon commune, selon des principes fondamentaux de justice sociale et environnementale. Le « commun » dans sa version sénégalaise est ainsi un principe sociétal plutôt, un enjeu de société, plutôt que des formes locales spécifiques gestion d'un espace en totale appropriation collective. Principes de justice sociale et environnementale et approche adaptative de la régulation conduisent à une longue expérience d'innovations empiriques, de façon à s'adapter continuellement aux évolutions environnementales et socio-économiques. La communication analysera comment ces mécanismes sociaux et ces modalités originales de gestion de la chose publique émergeant de ces sociétés peuvent être intégrés au sein de politiques publiques d'aménagement du territoire au Sénégal, en complément de modalités plus habituelles. C'est à la fois un enjeu sociétal pour le Sénégal et à l'international, qui pourrait participer à nourrir les réflexions internationales actuelles, sur les façons de s'adapter collectivement à des modifications de l'environnement tout en préservant justice sociale et environnementale.

**Mots clés :** aménagement – territoire – décentralisation – commun – justice sociale – justice environnementale

---

## Processus et impacts de la dynamique spatio-temporelle dans les villes secondaires : le cas de Kébémér (nord-ouest du Sénégal)

Malick HANE

Doctorant laboratoire LEIDI (Dynamiques des territoires et développement) /UGB  
hanemalick17@gmail.com

## Résumé

Cet article explore les dynamiques spatiales des villes secondaires au Sénégal, dont les processus d'évolution diffèrent de ceux des anciennes villes régionales. La commune de Kébémér en particulier a connu une expansion spatiale significative depuis la fin des années soixante-dix, principalement en raison de la sécheresse qui a provoqué la déprise agricole et accentué les migrations. Mais cette dynamique spatiale remarquable dont la ville est confrontée s'accompagne de nombreuses conséquences notamment dans les quartiers périphériques où elle affecte quasiment tous les secteurs. L'objectif de cette recherche est de faire l'analyse diachronique des différentes unités d'occupation du sol dans la ville et d'examiner les diverses conséquences de la dynamique spatiale. L'approche méthodologique adoptée repose sur une démarche classique, comprenant une revue de la littérature, des enquêtes quantitatives et qualitatives, ainsi qu'une analyse spatio-temporelle de l'évolution spatiale grâce au suivi par télédétection et au traitement des images satellitaires. Cette étude a mis en exergue la croissance spatiale et l'évolution rapide du bâti urbain au détriment des espaces agricoles. Elle a également révélé les impacts perceptibles de cette dynamique spatiale dans les zones périphériques, notamment la spéculation foncière, les problèmes de gestion des déchets, les difficultés de mobilité urbaine, et l'accès limité aux services urbains de base.

**Mots clés :** Impacts, Processus, Dynamique spatio-temporelle, ville secondaire, Kébémér

---

## Axe 3 : Développement économique local et territorial

### **Bilan des investissements municipaux dans la commune de Port-Bouet à Abidjan (Côte d'Ivoire) de 2019 à 2022**

DIABAGATE Abou, COULIBALY Yaya, KOUADIO Kouamé Alain-Serg

Maitre de Conférences, Equipe de Recherche Espace Système et Prospective (ERESP), Institut de Géographie Tropicale (IGT), Université Félix Houphouët-Boigny, Tel : +225 07 07 90 32 02, aboudiaba76@yahoo.fr

Maitre de Conférences, Equipe de Recherche Espace Système et Prospective (ERESP), Institut de Géographie Tropicale (IGT), Université Félix Houphouët-Boigny, coulyay@yahoo.fr

Doctorant, Institut de Géographie Tropicale (IGT), Université Félix Houphouët-Boigny  
kouamealainserge2@gmail.com

## Résumé

Afin d'asseoir un développement local et territorial efficace et efficient reposant sur la création de richesses et l'amélioration des conditions et cadre de vie de la population de la commune de Port-Bouët, l'actuel Conseil Municipal, installé depuis février 2019 a déployé par le truchement des investissements municipaux, une approche de développement dénommée « *Port-Bouët soleil* ». C'est dans ce cadre que s'invite la présente étude qui veut faire le bilan des investissements municipaux dans la commune de Port-Bouët. Pour atteindre cet objectif, une méthodologie axée sur la recherche documentaire, les entretiens et l'observation directe sur le terrain a été déployée. Les résultats des investigations montrent que le Conseil Municipal de Port-Bouët s'est appuyé sur trois (3) grands domaines d'intervention (Environnemental, Economique et Social). Ces domaines d'intervention sont structurés en douze (12) sous-domaines, à savoir : le cadre de vie, la sécurité, les infrastructures économiques, l'autonomisation des jeunes et des femmes, la coopération internationale, l'administration publique, les services municipaux, les aides sociales, la santé, la gestion participative et la communication, l'éducation, la jeunesse ainsi que les loisirs. Au total, ce sont soixante-dix (70) opérations de développement dont huit (8) dans le domaine de l'environnement ; dix-huit (18) dans le domaine économique et quarante-quatre (44) dans le social qui ont été réalisées par le Conseil Municipal entre février 2019 et septembre 2022. Les résultats mettent également en exergue les répercussions de ces investissements qui se situent à trois niveaux : socioéconomique (amélioration des conditions de travail des écoliers, amélioration de

l'accès à l'eau potable dans les collectivités villageoises et création d'emploi), spatial (aménagement des espaces de sports et de loisirs, bitumage des routes et pavage des trottoirs) et environnemental (embellissement du cadre de vie et désengorgement des canaux d'évacuation des eaux).

**Mots clés :** Commune de Port-Bouët, investissement municipal, développement, bilan.

---

### **Qualité de service du transport artisanal en Afrique : comparaison de deux réseaux de transport collectif artisanal (TCA) à Dakar**

**Elhadji Ibrahima DIAOU**

Doctorant au CERViDA, Université de Lomé, BP 1515 Lomé

[diaouibrahima0@gmail.com](mailto:diaouibrahima0@gmail.com)

**Résumé** Le constat est partout le même dans la plupart des villes africaines. Une dégradation de la qualité des services de transport formel et informel. La capacité du transport collectif artisanal (TCA) à mieux s'adapter à la demande n'est pas forcément un argument qui justifie l'adéquation de son offre par rapport aux préoccupations des usagers. Les externalités négatives qu'il engendre nuisent la qualité de vie des habitants de la cité. Au regard de ces problèmes, la réforme du TCA reste un défi pour les intervenants du secteur. Elle passe par la mise en place d'une bonne réglementation, une affectation plus rationnelle des véhicules sur les lignes et une meilleure planification des services et infrastructures de transport. Le présent travail s'intéresse au TCA à Dakar qui est constitué de deux réseaux celui de « *l'Association de Financement des Professionnels du Transport Urbain (AFTU)* » et celui de l'ancien réseau constitué par les opérateurs de « *cars rapides* » et « *ndiaga ndiaye* ». Il cherche à répondre la question de savoir si le financement des exploitants de TCA a permis d'améliorer la qualité de service pour les usagers ? L'objectif de la recherche est de faire une comparaison de la qualité de l'offre entre les deux réseaux. La statistique descriptive et test de khi<sup>2</sup> sont mobilisés pour traiter les données qualitatives catégorielles issues des enquêtes par questionnaire. Les résultats montrent que la mise en place du réseau AFTU a permis d'améliorer certains critères de la qualité de l'offre.

**Mots clés :-** qualité de service, nouveau réseau, ancien réseau, services et transport collectif artisanal, Dakar

---

### **Schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme et développement local de la ville de Ziniaré au Burkina Faso**

ZOMA Vincent

Enseignant-chercheur, Université Joseph KI-ZERBO, Département de Géographie

[vincent.zoma@ujkz.bf](mailto:vincent.zoma@ujkz.bf)

#### **Résumé**

Les Schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) sont des outils de planification urbaine qui visent à orienter la croissance des agglomérations urbaines de manière stratégique et durable. Mais, leur mise en œuvre est souvent confrontée à des défis dans les villes d'Afrique de l'Ouest comme Ziniaré au Burkina Faso. Dans ce contexte, le présent travail vise à analyser l'apport du SDAU de Ziniaré dans son développement local. Cette recherche combine à la fois, la recherche documentaire, l'observation directe sur le terrain et une collecte de données quantitatives (à travers une enquête basée sur un choix raisonné de 140 ménages dans l'aire délimitée par le périmètre urbain) et qualitatives (grâce à des entretiens semi-directifs avec les responsables de la mairie, les techniciens de la Direction régionale de l'urbanisme, des affaires foncières de la région, des acteurs institutionnels de la mise en œuvre du SDAU, des chefs coutumiers et des chefs de ménages à Ziniaré). Il ressort de cette recherche réalisée en 2023 que les réalisations de cet outil de planification du développement local, notamment en ce qui concerne les infrastructures sont en deçà des attentes, avec seulement 31% des activités achevées. Des problèmes tels que la non-implication des chefs coutumiers dans la délimitation des zones entravent sa réalisation. Les besoins essentiels de la population ne sont pas pleinement satisfaits. De plus, une faible sensibilisation autour du SDAU contribue à cette disparité, avec seulement 15,5% des activités du Programme

prioritaire d'investissement réalisées. La mobilité urbaine, l'assainissement et l'électrification demeurent des défis majeurs, malgré quelques avancées.

**Mots-clés:** Schéma directeur d'aménagement urbain, développement local, infrastructures, Ziniaré, Burkina Faso.

---

### **Le lait, un Système de Production Local (SPL) au cœur de l'autonomisation socio-économique des femmes à Dori (ville du sahel Burkina)**

OUEDRAOGO Moumini

"Doctorant en géographie au Laboratoire Dynamique des Espaces et Sociétés (LDES), Université

Joseph KI-ZERBO/ Ouagadougou/Burkina Faso

Tél : (00226) 71 58 64 18/ 76 00 49 26/ 78 15 56 15

ouemini@gmail.com

#### **Résumé**

Le sahel du Burkina Faso, à l'instar de toute la zone sahéenne de l'Afrique est caractérisé par la prédominance des activités du secteur primaire (agriculture, extraction minière, élevage). Parmi ces activités, l'élevage semble marquer le pas sur les autres. Ainsi, les produits dérivés de cet élevage (lait, cuir et peau, viande etc.) procurent des revenus aux différents acteurs. A Dori, capitale du sahel Burkina, la transformation et la commercialisation du lait constituent une des principales Activités Génératrices de Revenus des femmes. L'objectif général de cette recherche est d'analyser la contribution du lait à l'autonomisation de la femme à Dori. La méthodologie utilisée est basée sur les enquêtes terrain et les observations. Un choix raisonné de 7 laiteries guidé par les critères d'ancienneté, d'effectif du personnel, de commercialisation quotidienne du lait a été fait. Sept (7) responsables de laiterie, quinze (15) collecteurs de lait, cinq (5) vendeuses ambulantes et trois responsables de mini alimentations spécialisées dans la commercialisation du yaourt et du lait frais ont été interrogés. Les investigations sur le terrain nous ont permis de conclure que la ville de Dori compte treize (13) laiteries. Il ressort aussi de cette recherche et surtout de l'analyse du compte d'exploitation de la plus importante laiterie de Dori qu'un (1) litre de lait peut générer entre 350 F CFA et 500 F CFA de bénéfice net pour le yaourt et entre 700 et 750 F CFA pour le lait frais. Quant à la commercialisation des autres produits (savons), elle peut générer des recettes mensuelles comprises entre 25000 F CFA et 30 000 F CFA. Au regard donc de l'importance du lait à Dori, il est nécessaire pour les autorités et décideurs politiques, les ONG d'investir plus dans la filière "lait" à travers le renforcement des capacités des femmes sur les techniques de conservation du lait et surtout de sa commercialisation via les réseaux sociaux (e-commerce).

**Mots clés :** Burkina Faso, Dori, lait, autonomisation, femmes

---

### **Regard sur l'impact de la communalisation intégrale au Sénégal : quel bilan après une décennie de mise en œuvre de l'acte III de la décentralisation**

Mohamadou Mountaga DIALLO<sup>1</sup>, El Hadji Rawane BA<sup>2</sup>, Boubacar BA<sup>3</sup>, Samba DIAO<sup>3</sup>

<sup>1</sup>Enseignant chercheur UCAD, 775578747, mountaga2006@yahoo.fr

<sup>2</sup>Chercheur, UCAD, 771074085, rawaneba2863@gmail.com

<sup>3,4</sup>Doctorant, UCAD

#### **Résumé**

Au Sénégal, l'entrée en vigueur de l'Acte III de la décentralisation en 2013, a pour conséquence majeure, la communalisation intégrale. Sans distinction rural/urbain et sans hiérarchie, les communautés rurales et communes d'arrondissement deviennent des communes à part entière, appelées à se faire une territorialité d'un développement fondé sur la viabilité, la compétitivité et la durabilité. Ainsi, la dignité, l'équité, l'égalité, la diplomatie, la capacité et l'autonomie des communes sont au cœur de la réforme. Maintenant, après une décennie de mise en œuvre, nous sommes tentés de s'interroger sur l'impact de la réforme notamment sur la capacité des communes à s'affirmer, à se dépasser et à se réinventer ? Plus spécifiquement, les communes se sont-elles forgé une territorialité de développement décomplexée ? Quelles sont les implications d'autonomie

financière ? Cette communication vise à apporter un éclairage à ce questionnement. La méthodologie, entièrement qualitative, repose sur des entretiens semi-directifs : 3 anciens Présidents de conseils ruraux, 3 anciens maires de communes d'arrondissement, 5 secrétaires municipaux expérimentés, 3 directeurs des Agences régionales de développement, des membres de la société civile entre autres... sont interrogés sur les changements induits par la communalisation. Les résultats révèlent une dynamique de mobilisation fondée sur la dignité, l'équité et la diplomatie des maires, amorçant un processus de décomplexification des élus. Cependant, ces changements n'ont pas modifié de manière significative le paradigme financier, fiscal et économique, empêchant ainsi l'atteinte complète des objectifs de l'Acte III. Les transformations observées semblent davantage liées à la fonction de maire qu'à la capacité des communes à se développer de manière autonome.

**Mots clés :** Acte III de la décentralisation, impact, communalisation intégrale, commune, territorialité, Sénégal.

---

### **Les espaces agricoles dans la commune de Kolda au Sénégal : entre accaparement et conflits fonciers**

Sécou Omar DIEDHIOU, Yaya DIALLO, Oumar SY

Chercheur associé à l'UMR 6590 Espaces et Sociétés (ESO), Nantes Université et au Laboratoire de Géomatique et d'Environnement (LGE), Université Assane Seck de Ziguinchor, secouomar13@yahoo.fr

Doctorant au Laboratoire de Géomatique et d'Environnement (LGE) – Département de géographie, Université Assane Seck de Ziguinchor, y.diallo795@zig.univ.sn

Professeur titulaire, Laboratoire de Géomatique et d'Environnement (LGE), Université Assane Seck de Ziguinchor, oumarsy@univ-zig.sn

#### **Résumé**

Depuis les années 2000, le foncier au Sénégal, particulièrement dans la commune de Kolda connaît de profondes mutations liées à la croissance démographique, économique et à l'urbanisation rapide. Ces transformations affectent les terres agricoles au profit de l'habitat et de construction d'infrastructures structurantes (Université, aéroport, route). Dans les quartiers périphériques de Kolda dont Iléle, des conflits d'usages ont rapidement éclaté entre des acteurs (propriétaire, agriculteur, acquéreur, municipalité, services techniques, etc.). De plus, cette rapide avancée du front urbain vers le quartier Iléle a entraîné des extensions irrégulières ; créant ainsi beaucoup de conflits dans la gestion foncière. Ces conflits sont entretenus par la cohabitation de pratiques coutumières, de lois modernes et le phénomène de double vente de terrain dans le marché foncier. Ce travail vise à comprendre l'ampleur des conflits fonciers à Kolda, notamment le quartier d'Iléle, l'un des fronts d'urbanisation dans la commune. La méthodologie est basée sur l'observation directe, et combine aussi des enquêtes quantitatives et qualitatives. Elle s'appuie sur l'exploitation de vingt-cinq questionnaires adressés aux propriétaires et acquéreurs pour comprendre les conflits fonciers et leurs motivations. Un guide d'entretien individuel a été adressé à la municipalité et services techniques déconcentrés intervenant dans la gestion foncière. L'analyse de disputes ou de litiges fonciers n'est pas nouvelle dans les quartiers périphériques, notamment à Iléle. En revanche, leur nombre croissant révèlent aujourd'hui de véritables régimes de conflictualités. Jadis agricoles, les quartiers périphériques deviennent des espaces centraux pour se loger et se nourrir ; intégrant à partir des années 2010 un jeu d'acteurs complexe dans la gestion des conflits fonciers. 56 % des populations ont déclaré que leurs parcelles ont fait l'objet d'un conflit foncier.

**Mots-clés :** Conflits fonciers, mutation foncière, développement territorial, gestion foncière, étalement urbain, ressource territoriale, Kolda, Sénégal

---

### **Fondements des discours populaires sur les propriétés thérapeutiques de la moutarde locale « Afitin » chez les populations dans la commune de Cotonou au Bénin**

AHOLOU Marcelle Gisèle Monwou

Docteur en Sociologie-anthropologie du développement  
Structure de rattachement : Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest/ Unité Universitaire de  
Cotonou (UCAO-UUC) (+229) 66 08 03 24 OU 95 56 49 74  
[aholourose3@gmail.com](mailto:aholourose3@gmail.com)

### **Résumé**

L'alimentation fait partie des déterminants sociaux de la santé, cette dernière étant un facteur favorable à la promotion du développement d'une société. La nécessité de la bonne alimentation pour la vie et la survie des populations explique sa médicalisation de plus en plus dans les pratiques de divers peuples. Face aux conséquences de l'industrialisation de l'alimentation, notamment ses effets néfastes sur la santé, plusieurs approches de développement endogène soutiennent la promotion de la qualité des pratiques alimentaires locales. Dans cette dynamique, certaines représentations s'intéressent aux propriétés thérapeutiques de certains aliments locaux, sans systématiquement les soumettre à l'examen des normes nutritionnelles, relevant du registre biomédical. C'est le cas de la moutarde locale « afitin », largement consommé dans la commune de Cotonou, et à laquelle sont attribuées certaines propriétés thérapeutiques par les populations. La présente recherche vise à appréhender les fondements des propriétés thérapeutiques attribuées à cet aliment dans les discours populaires. Elle s'appuie sur une étude qualitative et s'inscrit dans une démarche compréhensive et analytique. Elle porte sur un échantillon de 40 personnes sélectionnées par choix raisonné et boule de neige. L'observation, l'entretien individuel et la recherche documentaire sont les techniques de collecte de données utilisées. Les résultats ont permis de mettre en évidence plusieurs rationalités comme sous-baissements des propriétés thérapeutiques attribuées à cet aliment dans les discours populaires.

**Mots clés** : alimentation- santé- développement endogène- discours populaires.

---

### **Le canal IV : Aménagement d'un interstice urbain et mutations fonctionnelles de l'espace**

Daouda Mouhamed DIOP, Mamadou Bouna TIMERA

Département de Géographie, Laboratoire Dynamiques Territoriales et Santé (DTS), ETHOS, FSLH, Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), [daoudamouhamed@gmail.com](mailto:daoudamouhamed@gmail.com)

### **Résumé**

La concentration des politiques urbaines au sein de l'agglomération dakaroise en vue de conduire au développement économique et à une amélioration des conditions de vie des populations n'a guère faiblit. Cette situation relève du statut de ville-capitale du Sénégal et de regroupement des établissements économiques, financiers et industriels. Au même moment la région est confrontée à une exigüité de l'espace avec seulement 550 km<sup>2</sup> et une densité de peuplement de 7 200 hbts/km<sup>2</sup> (ANSD, 2021). En vue d'améliorer la mobilité urbaine et le cadre de vie des citoyens dans la commune de Fann-Point E-Amitié, des aménagements urbains ont été engagés par les pouvoirs publics et la collectivité territoriale. Face à la densité de l'espace et son corollaire sa rareté, les moindres interstices urbains sont occupés et aménagés pour accueillir divers services et activités. L'objet de cet article est d'analyser comment des projets d'aménagements d'un interstice urbain qu'est le canal IV conduisent à sa multifonctionnalité. L'analyse se fonde sur l'hypothèse selon laquelle la construction de la voirie urbaine et des aménagements paysagers confèrent à l'espace de nouvelles fonctions en plus de celle d'exutoire des eaux pluviales et usées. Dès lors, comment un interstice urbain s'est-il retrouvé aménagé et exploité au point d'évoquer de nouvelles fonctions? La méthodologie a reposé sur une démarche géographique avec une approche mixte. Les résultats montrent les véritables mutations spatiales du canal IV à travers sa multifonctionnalité. Un autre point est de montrer la fonction d'espace de sociabilité urbaine qu'incarne le canal IV du fait des nouveaux aménagements et activités qui ont pignon sur rue.

**Mots clés** : Canal IV, aménagement, multifonctionnalité, interstice urbain, mutations spatiales

---

## **Axe 4 : Politique des grandes infrastructures et conflits d'aménagement**

### **Interroger le devenir de Saint-Louis, une ville littorale à l'épreuve de l'exploitation gazière au Sénégal**

CASSÉ Lamine Ousmane

Enseignant-Chercheur, Université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal

lamine.casse@ugb.edu.sn

#### **Résumé**

La littérature scientifique centrée sur les hydrocarbures et leurs effets d'entraînement dans les territoires s'est beaucoup accentuée dans les pays du nord. La mise au jour des gisements d'hydrocarbures fut beaucoup plus tardive en Afrique. Si l'exploitation pétro-gazière de ce continent est relativement récente par rapport aux pays du nord, il bénéficie de plusieurs atouts qui devraient favoriser son développement. Le Sénégal est entrain dans cette nouvelle ère de l'exploitation pétro-gazière et les villes littorales seront fortement touchées par cette activité qui traduit des changements profonds. Alors que la ville de Saint-Louis, la portion du littoral sénégalais qui nous intéresse, a longtemps été marquée par des activités traditionnelles telle que la pêche et le tourisme ; mais aussi de sa richesse écologique, cette recherche se penche sur les bouleversements territoriaux voire les potentielles implications qui seront induites par l'exploitation gazière. Il s'agit de nous inscrire dans une démarche prospective pour dégager les scénarios possibles pour le devenir de Saint-Louis. Cette ville culturelle, de pêche et de tourisme sera-t-elle résiliente à l'épreuve des enjeux environnementaux liés aux champs Offshore ? Quels seront les changements spatiaux liés à la convoitise foncière dans un contexte où la ville serait plus attractive pour les travailleurs ? Cette communication a pour objet d'explorer la future ville gazière de Saint-Louis dans une démarche de prospective territoriale. La méthodologie s'inscrit dans une approche analytique et heuristique. Elle est basée sur la synthèse du diagnostic (analyse AFOM) afin de dégager les variables clés qui seront appréciées à partir d'un scoring et qui vont permettre ensuite de dégager les tendances lourdes, les scénarios envisageables puis la vision stratégique. Il s'agira de procéder à des entretiens semi-directifs auprès des personnes ressources et d'organiser des cercles de paroles avec les acteurs de la ville pour un exercice de prospective en tenant compte des enjeux et des significations pour produire l'image future de la ville gazière de Saint-Louis. La première partie de cette communication tente de faire le diagnostic de la ville de Saint-Louis afin de ressortir ses traits géographiques de manière générale en amont de l'exploitation gazière. La deuxième partie s'attache à présenter le niveau de résilience territoriale face aux enjeux économiques et environnementaux. La troisième partie s'intéresse à la frénésie foncière à partir des dynamiques qui se dessinent.

---

#### **De la smart city rêvée ou phantasmée à l'épreuve d'un urbanisme pragmatique ou opérationnel : l'exemple de Diamniadio Lake City (Dakar) et Akon City (Thiès) au Sénégal**

GOMIS Joseph Samba, DIEDHIOU Sécou Omar, KEBE El hadji Abdou Karim, DIALLO Yaya, PEYROUX Elisabeth

"Docteur en Géographie urbaine et en Urbanisme, Chercheur au Laboratoire de Géomatique et d'Environnement et au GDRI-Num sud à l'IRD de Paris, Université Assane SECK de Ziguinchor-Sénégal (UASZ), [josephsambagomis@yahoo.fr](mailto:josephsambagomis@yahoo.fr)

Chercheur associé à l'UMR 6590 ESO, Nantes Université et au Laboratoire de Géomatique et d'Environnement (LGE), Université Assane Seck de Ziguinchor, [secouomar13@yahoo.fr](mailto:secouomar13@yahoo.fr)

Docteur en hydrologie et en Géomatique, Chercheur au Laboratoire Unité Mixte Internationale (UMI) SOURCE (Soutenabilité et Résilience) / (Campus international IRD/UCAD (Dakar) (Sénégal), [eak.kebe@edu.ucad.sn](mailto:eak.kebe@edu.ucad.sn)

Doctorant au Laboratoire de Géomatique et d'Environnement (LGE) – Département de géographie, Université Assane Seck de Ziguinchor, [y.diallo795@zig.univ.sn](mailto:y.diallo795@zig.univ.sn)

Chargée de Recherche HDR au CNRS, Unité Mixte de Recherche 8586 PRODIG, Université Paris Panthéon Sorbonne, [elisabeth.peyroux@cnrs.fr](mailto:elisabeth.peyroux@cnrs.fr)

## Résumé

Dans un contexte où les débats sur l'urbanisation rapide sur le continent africain ainsi que ces externalités négatives s'accroissent, la révolution numérique à travers l'usage des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) est de plus en plus considérée comme un support incontournable pour produire la ville intelligente appelée aussi la *smart city*. Cette dernière est une conception d'une ville qui utilise des infrastructures numériques de pointe pour répondre aux besoins de la population en matière de gestion en temps réel du transport, de l'offre de nouveaux services aux usagers dans le cadre de la gouvernance ou de la gestion, de l'environnement, de l'innovation, de l'intelligence artificielle, de l'alimentation, etc. S'appuyant sur la revue de la littérature existante, des enquêtes qualitatives et quantitatives, cette communication vise à décrypter comment s'opère la transposition d'un modèle global à une échelle locale. Autrement, il est question de saisir de manière approfondie le passage d'une utopie à un urbanisme pragmatique, en ancrant notre réflexion dans le contexte de planification et d'aménagement urbain spécifique au Sénégal, notamment Diamniadio Lakes city et Akon city. Dans un premier temps, nous analyserons les différentes étapes du passage de l'utopie sur les *smart cities* à la mise en œuvre de *Diamniadio Lake City et de Akon City*. Dans un second temps, nous interrogerons pour qui, pourquoi et par qui ces outils et réalisations sont mis en œuvre y compris les implications qui en découlent. Enfin, nous évaluerons l'impact de ses deux modèles dans la fabrique urbaine du Sénégal.

**Mots-clés :** Smart city, ville intelligente, technologie numérique, urbanisme, aménagement de l'espace

---

## **Le transport des minerais dans le Haut-Katanga, « La roue a tourné en faveur de la route ». Repenser la politique d'aménagement des entrepôts de la SNCC**

Tshika Musangu Sidonie, Mpembe Bassa Kennedy, Majiya Mudinga Sarah

Professeure Associée, Université de Lubumbashi, RDC

[sidonietshika@gmail.com](mailto:sidonietshika@gmail.com)

## Résumé

Le Haut-Katanga est une province de la RDC. Située dans le Sud-est, elle fait frontière avec la Zambie. Enclavé à l'intérieur du territoire de la RDC et de l'Afrique, les stratégies ferroviaires destinées à rendre possible l'exploitation des minerais du Copperbelt ont été pensées. Mais il s'avère qu'actuellement la SNCC ne remplit plus sa fonction d'exportation des minerais du Haut-Katanga. Plusieurs causes sont évoquées entre autres : le quasi-arrêt de la production cuprifère de la GECAMINES au cours des années 1990 ; une décennie de troubles et de guerres ; les raisons structurelles. Avec la privatisation du secteur minier, la priorité d'évacuation des minerais se fait par route. Ainsi battue en brèche, il apparaît clairement que la fonction de transport minéralier qui fut une des raisons d'être de la création de la SNCC dans le Haut-Katanga est aujourd'hui marginalisée au profit des particuliers, faisant perdre à la RDC d'énormes ressources financières. Pourquoi les sociétés minières préfèrent-elles les transports routiers au détriment du transport ferroviaire, que réalise la SNCC ? Il semble que les infrastructures sont restées pour la plupart l'héritage de la colonisation. Les mines actuelles sont éloignées des entrepôts SNCC, leur cartographie présente un aspect éclaté, nécessitant l'addition d'un charroi automobile pour un ralliement. Ce qui entraîne des pertes en temps et en argent. L'objectif de l'étude est de cerner les contours du problème et proposer des voies et moyens pour la relance de cette société nationale. Une méthodologie quanti-qualitative permettra la réalisation de cette étude.

**Mots-clés :** SNCC, copperbelt, Haut-Katanga, politique aménagement, RDC.

---

## **« Le BRT de Dakar : un vecteur de transformation urbaine et sociale ? »**

Abdourahmane Mbade SENE<sup>1</sup>, Pascale TROMPETTE<sup>2</sup> et Ousmane SAGNA<sup>3</sup>

<sup>1</sup>Géographe, Université Assane Seck de Ziguinchor, chercheur associé PACTE ; Email : asene@univ-zig.sn

<sup>2</sup>Sociologue, PACTE, Université Grenoble Alpes, Email : pascale.trompette@umrpacte.fr

<sup>3</sup>Doctorant, Université Assane Seck de Ziguinchor, Email : O.SAGNA1067@zig.univ.sn

## Résumé

Le projet de Bus Rapid Transit de Dakar s'inscrit dans le cadre d'une initiative visant à améliorer la mobilité urbaine dans les grandes villes africaines, qui font face à des problèmes de congestion routière, de pollution et de développement non réglementé en raison de leur rapide croissance démographique. Le BRT Dakar a pour objectif de fournir une option de transport en commun rapide, moderne et durable pour une population urbaine en expansion constante. Néanmoins, les nouveaux axes de transport dans les quartiers populaires traversés peuvent contribuer à l'aggravation des inégalités socio-spatiales de Dakar. Par conséquent, le lancement du BRT de Dakar soulève les questions liées à la reconfiguration des territoires, à la survie des communautés locales et à l'adaptation des activités économiques, surtout informelles. C'est dans ce contexte que cette recherche souhaite examiner les impacts du BRT sur les dynamiques socio-économiques des quartiers traversés, à travers les points de vue et témoignages des acteurs locaux. Elle vise également à déterminer si la population a bien été impliquée dans la gouvernance du projet, mais aussi quels sont les améliorations identifiées par les acteurs concernés. Notre méthodologie repose sur des entretiens semi-directifs avec les coordinateurs des CIS des communes traversées par le BRT, des focus groupes réunissant des acteurs locaux, élus, agents administratifs, membres d'organisations communautaires de base et une analyse documentaire d'études de cas des projets de BRT. Les résultats de notre analyse montrent des contradictions substantielles entre les avantages escomptés du BRT, notamment en termes de mobilité ou de l'amplitude de la pollution et les effets secondaires négatifs, tels que les déplacements forcés, la dégradation des infrastructures, la perturbation de l'activité économique informelle à l'échelle locale entre autres. Ils soulignent la nécessité de renforcer la gouvernance participative et l'intégration des besoins de la population locale dans la planification de grands projets d'infrastructure. Ils offrent également de nouvelles perspectives de recherche sur la façon d'améliorer l'efficacité et la résilience des projets de mobilité.

**Mots clés :** Bus Rapid Transit, transport, infrastructure, gouvernance, acteurs locaux, Dakar

---

## Axe 5 : Environnement et ressources naturelles

### De l'élan de spatialisation de l'intelligence comme moteur métaphysique de la volonté humaine d'appropriation-occupation territoriale

NIANGUI Amani Albert

Enseignant-chercheur, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara, Bouaké (RCI),

002250141260699

[nianguia\\_albert@hotmail.com](mailto:nianguia_albert@hotmail.com)

## Résumé

L'habiter physico-géographique va de soi pour tous les êtres vivants, animal et humain comme tout corps matériel occupe naturellement l'espace. Dans ce sens, le monde physique est attesté comme le lieu auquel empiriquement tous les vivants sont destinés à être et exister par la pesanteur de leurs corps. Tout se passe comme si la vie qui se fait sur notre planète les y implique pour que l'espace géographique se présente à eux dans une posture d'accueil. Mais si pour les êtres végétal et animal, l'accueil est comme un recueil passif dû à l'instinct voué à l'immédiateté qui les habite, il n'en est pas de même pour l'être humain. Celui-ci s'approprie l'espace, le transforme et lui donne une forme utile à sa vie et son existence spatiale. Mais l'idée que l'appropriation dépend de la qualité de l'être qui occupe l'espace vital, conduit à distinguer d'un point de vue ontologique l'habiter humain de l'occupation de l'espace par les êtres végétal et animal. L'argument justificatif se lit à partir de l'idée que l'homme étant plus animé par une dynamique vitale structurée par l'intelligence spatialisante,

séparatrice et égoïste, son appropriation de l'espace comporte des enjeux existentiels non moins négligeables en matière de théories du développement et d'aménagement du territoire. En fait et en droit, de l'intérieur, l'élan vital qui anime l'être humain, s'exprime à l'extérieur par le biais de l'intelligence spatialisante et séparatrice, faculté d'appropriation, d'adaptation active et de transformation de la matière-espace. C'est à cette tâche heuristique à laquelle nous nous attellerons dans cet article.

**Mots clés:** Territoire, habitation, élan vital, existence, intelligence, spatialisation, appropriation-occupation

---

### **Dégradation, déforestation des forêts classées sous l'effet des facteurs anthropiques dans la zone climatique soudanienne du Burkina Faso, de 1986 à 2022**

MILLOGO Alphonse Mare David, TANKOANO Boalidia, NEYA Oble, FOLEGA Fousseni, WALA Kperkouma, KWAME Oppong Hackman, BATAWILA Komlan

Centre scientifique ouest-africain sur le changement climatique et l'utilisation adaptée des terres (WASCAL), programme de recherche sur le changement climatique et la gestion des risques de catastrophe, Université de Lomé, Lomé, Togo.

Laboratoire de botanique et d'écologie végétale, Département de botanique, Faculté des sciences, Université de Lomé, Lomé, Togo. B.P. 1515. Lomé, Togo.

#### **Résumé**

Malgré leur importance, beaucoup de forêts classées, ne disposent pas d'informations précises et actualisées sur leur état, ce qui constitue une entrave pour leur gestion durable. L'étude actuelle a été réalisée dans les forêts classées de Dinderesso et de Peni, dans la zone climatique soudanienne du Burkina Faso. L'objectif principal de cette étude est de contribuer à une meilleure gestion durable des aires protégées au Burkina Faso. Plus spécifiquement, cette étude vise à (i) analyser la dynamique de l'occupation du sol des forêts classées de Dinderesso et de Peni de 1986 à 2022, et (ii) identifier les facteurs anthropiques responsables de la dégradation, déforestation des dites forêts classées. Pour analyser la dynamique d'occupation du sol, les images Landsat de 1986, 2006, 2010, 2016 et 2022 des forêts classées de Dinderesso et de Peni ont été analysées à l'aide du plugin SCP version 2.0 de QGIS version 3.18 avec le logiciel Orfeo ToolBox version 6.6.0. La revue de la littérature, les entretiens avec les personnes ressources et les observations sur le terrain ont permis d'identifier les facteurs anthropiques responsables de la dégradation, déforestation des forêts classées de Dinderesso et de Peni. La classification des images Landsat a donné des résultats statistiques satisfaisants, avec une précision globale comprise entre 92,81 % et 99,76 %, et des coefficients de Kappa compris entre 0,90 et 0,995. L'analyse de la dynamique de l'occupation du sol a révélé une dégradation, déforestation des deux forêts classées qui est caractérisée par une conversion des forêts claires, savanes boisées/savanes arborées en savanes arbustives et parcs agroforestiers, du fait de l'agriculture extensive, la coupe du bois, le surpâturage, la carbonisation, et les feux de brousse.

**Mots clés:** Forêts classées, déforestation, anthropiques, Dinderesso, Peni.

---

### **Impacts du changement climatique et de l'extension des terres agricoles sur l'élevage dans le bassin versant d'Aga-Foua-Djilas : analyse des pressions multiples, stratégies d'adaptation et perspectives de durabilité**

Philippe Malick DIONE, Cheikh FAYE

Département de Géographie, Laboratoire de Géomatique et d'Environnement (LGE), Université Assane Seck de Ziguinchor, BP 523 Ziguinchor (Sénégal)

pm.d11@zig.univ.sn

#### **Résumé**

La variabilité climatique et la forte pression démographique ont fortement influencé les activités économiques dans le bassin versant d'Aga-Foua-Djilas, particulièrement l'élevage. Jadis réservé à l'élevage, les bas-fonds font l'objet d'une forte convoitise avec le développement d'activités de

contre saison notamment le maraîchage. À cela s'ajoute la forte demande en terres agricoles du fait de l'explosion démographique et le développement de l'agrobusiness, en dépit de la baisse des ressources en eau dans les bas-fonds, due au changement climatique. Cet article vise à évaluer les impacts du changement climatique et de l'extension des terres agricoles sur l'élevage dans le bassin versant d'Aga-Foua-Djilas, les stratégies d'adaptation des éleveurs et les perspectives de durabilité. Des enquêtes sont menées auprès des chefs de ménage. Les résultats révèlent un manque de pâturages (85,4%), des difficultés d'abreuvement du bétail durant la saison sèche (44,9%), un tarissement prématuré des bas-fonds (75,8%). Cette situation pousse les éleveurs à la transhumance et à l'adoption d'autres stratégies. L'extension des terres agricoles sur les espaces pastoraux est à l'origine de conflits entre éleveurs et paysans et contribue à envenimer le climat social. La précarité des multiples solutions développées par les populations nécessite à cet effet des solutions durables. Cet article pourrait aider les autorités compétentes à mieux comprendre les contraintes de l'élevage dans le bassin ainsi que les capacités d'action des éleveurs.

**Mots clés :** changement climatique, terres agricoles, élevage, pressions multiples, stratégies d'adaptation.

---

### **Impacts du changement climatique sur les ressources en eau de la commune urbaine de Téra au Niger**

Abdou KAILOU DJIBO

Maître Assistant, École Africaine des Métiers de l'Architecture et de l'Urbanisme, BP : 2067

Lomé -Togo. Tel. +228 96 18 04 20/+227 96 56 53 71

kailou20012001@yahoo.fr

#### **Résumé**

À l'instar de plusieurs communes des zones sahéliennes, la commune urbaine de Téra est exposée à un risque de pénurie d'eau en raison du changement climatique. Cette commune, située dans le bassin versant du « Dargol » à l'extrême Ouest du Niger, couvre une superficie d'environ 2 380 km<sup>2</sup>. Elle reçoit une part importante des apports internes du fleuve Niger et de son système d'écoulement. La commune urbaine de Téra se caractérise par un climat nord-sahélien avec des précipitations moyennes annuelles de l'ordre de 420 mm et des températures moyennes de 29° C. Eu égard à l'importance des ressources d'eau en milieu sahélien, cet article tente d'analyser les facteurs du changement climatique qui impactent les ressources en eau dans la commune urbaine de Téra. La méthodologie utilisée est mixte avec une combinaison des données cartographiques, climatiques, qualitatives et quantitatives. Une série de cartes et des données climatiques de 1990 à 2020 ont été réalisées et analysées. Les résultats de ce travail montrent que les ressources en eau de la commune urbaine de Téra sont impactées par le changement climatique. En effet, la commune est confrontée à une irrégularité des pluies avec plus de 18 années sèches sur les 33 années de la série. Elle est aussi sujette à des températures élevées de plus de 45°C augmentant l'évapotranspiration, une recharge aléatoire de la nappe, des ravines, une diminution du couvert végétal et des plans d'eau de surface. En perspectives, le recours à des ressources non conventionnelles comme les eaux usées épurées pour l'agriculture et d'autres besoins domestiques doit être priorisé.

**Mots clés :** Impacts, changement climatique, ressources en eau, Commune de Téra, Niger.

---

### **Les incidences socio-économiques et environnementales liées à l'agriculture extensive à Tonga**

Lydie DJUIDJE, Sosthène Parole MBIADJEU-LAWOU, Cyrille LEMOUPA, Happi YOUTA  
Doctorante en Géographie à l'Université de Dschang (Cameroun), Département de Géographie  
et Aménagement des territoires. (+237) 696136893/673687671

ldjuidje85@yahoo.fr ; [sostheparolelawou@yahoo.fr](mailto:sostheparolelawou@yahoo.fr)

#### **Résumé**

Cette étude vise à caractériser les incidences socio-économiques et environnementales des pratiques agricoles traditionnelles dans la localité de Tonga. La méthodologie de travail s'appuie à la fois sur des enquêtes, des relevés botaniques sur placettes et des analyses diachroniques. Les données sont traitées par les logiciels SPSS.10.5, Adobe Illustrator CS et Arc GIS10.1 afin d'obtenir des résultats concrets et objectifs. Des principaux résultats obtenus, on note certaines inadéquations entre les grandes surfaces cultivées, les rendements faibles, les difficultés de la commercialisation des produits, les faibles revenus obtenus par les planteurs et la dynamique régressive de la biodiversité floristique. On note aussi la création des coopératives, les migrations de retour, la pauvreté, la récurrence des litiges fonciers ainsi que l'exode rural. La réduction de la forêt secondaire au profit des champs ouverts, des agro forêts, et du bâti. En guise de solution, de nombreux efforts doivent être entrepris dans le but d'une amélioration des rendements sur les parcelles exploitées de manière à ne plus envisager l'ouverture des fronts pionniers. Il est surtout question de se lancer dans les pratiques agricoles modernes et durables (agroforesterie, afforestation) afin qu'elles puissent contribuer de manière efficace à l'alimentation des ruraux et procurer en même temps des revenus suffisants pour les besoins de premières nécessités.

**Mots clés :** Agriculture extensive, incidences, socio-économie, environnement, Tonga

---

## **Politique publique de la gestion de la forêt de production à Madagascar 1997-2024**

RANDRIANARIVELO Guybertho

Professeur – Département de Géographie – Université d'Antananarivo – Madagascar  
guybertho@gmail.com

### **Résumé**

La présente proposition de communiqué est tirée d'un projet d'ouvrage en cours d'édition, rédigée par un consortium de chercheurs engagé sur l'analyse de la problématique de la gouvernance forestière malgache dont nous sommes l'auteur principal. La ligne de réflexion développée est basée sur la démonstration de la présence d'une image paradoxale de Madagascar entre le « hot spot » de la biodiversité et le rythme alarmant de la déforestation liée à la pauvreté de la population rurale. Malgré cela, la gestion forestière malgache est tiraillée entre la mesure préservationniste appuyée par les ONG internationales et la conservation par la valorisation dans le cadre de la gestion contractuelle et décentralisée par les Communautés Locales de Base sans réel soutien du service forestier. Sur les quelques 9 millions d'hectares du Domaine Forestier National, plus de 6 millions d'hectares constituent des aires protégées réparties dans environ 121 parcs. Seulement, environ 1 million d'hectares constituent la forêt production ou Unité forestière d'Aménagement. Ce communiqué veut se démarquer par la présentation d'un diagnostic de l'impasse de la politique publique forestière malgache dans la gestion de la forêt de production entre 1997 et 2024 comme : (i) l'impossibilité du contrôle forestier avec seulement 350 agents (ii) la prolifération de l'exploitation forestière illicite occasionnée par les mesures de suspensions répétitives de l'exploitation (iii) et le retard de Madagascar dans les réflexions afférentes à la mise en place des instruments de gestion durable comme la certification forestière et la traçabilité. Une proposition d'amélioration de la servitude forestière et d'application de l'aménagement multicouches ou multi ressources est avancée. Il s'agit de reconsidérer zone par zone l'occupation réelle des zones forestières pour reconnaître le droit usufruitier des communautés et des acteurs. Ce système d'aménagement vise à considérer la capacité réelle de production de la forêt.

**Mots clés :** Madagascar, servitude forestière, aire protégée, gouvernance, politique publique

---

## **Hygiène et assainissement dans les établissements secondaires de la ville de Bondoukou**

### **Axe 5 : Environnement et ressources naturelles**

KANGA N'dri Mathieu, DIARRASSOUBA Bazoumana

Doctorant, Département de Géographie, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire),  
E- mail : kangandrimathieu081@gmail.com, Téléphone : 0748137527,

Maître de conférences, Département de Géographie, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire), E- mail : diarrabazo@yahoo.fr, Téléphone : 0747569459"

### **Résumé**

L'hygiène et l'assainissement dans les écoles secondaires de la ville de Bondoukou sont essentiels pour garantir un environnement sain et sécurisé pour les élèves (UNICEF, 1998, p.13). Actuellement, l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires de base reste insuffisant, posant des risques significatifs pour la santé des élèves. Les principales problématiques rencontrées incluent le manque de points d'eau améliorés, l'insuffisance de latrines, et l'absence de dispositifs de lavage des mains dans de nombreuses écoles. Les infrastructures sanitaires inadéquates contribuent à la propagation de maladies hydriques et entravent le développement scolaire. Lors de nos enquêtes de terrains nous avons constaté que de nombreuses écoles publiques manquent de latrines fonctionnelles et d'installations pour le lavage des mains, ce qui est utile pour la prévention des maladies infectieuses telles que la diarrhée et le choléra (UNICEF et OMS, 2020, p.38). Pour remédier à ces problèmes, des initiatives sont mises en place pour améliorer les conditions d'hygiène dans les écoles. Des programmes comme celui du club environnement du Lycée Moderne 2 Bondoukou visent à fournir des services améliorés en eau, hygiène et assainissement, et à promouvoir des pratiques d'hygiène de base parmi les élèves et le personnel éducatif (UNICEF, 2022, p.9). De plus, des efforts sont faits pour éduquer les élèves sur l'importance de l'hygiène, notamment à travers la mise en place de clubs d'hygiène et des campagnes de sensibilisation. Ces interventions sont essentielles non seulement pour améliorer la santé et le bien-être des élèves, mais aussi pour augmenter leur assiduité et leurs performances scolaires. En effet, un environnement scolaire propre et sain est fondamental pour le développement global des enfants et leur épanouissement académique (ANNEMARIEKE M., 2012, p. 15).

**Mots-clés :** Hygiène, Assainissement, Écoles, Infrastructures, Bondoukou

---

### **La politique de formalisation des droits fonciers au Bénin. Des institutions locales de gestion à l'œuvre**

Laurent ADJAHOUHOUE

Maître-assistant/UAC- Enseignant-chercheur à Institut Universitaire Panafricain (IUP), Porto-  
Novo – Bénin  
theoplad@yahoo.fr

### **Résumé**

Le présent papier est le résultat d'un travail de recherche empirique effectué dans la commune de Pobè sur le fonctionnement des institutions locales de gestion foncière instituées par le Code Foncier et domanial afin de faciliter les procédures de formalisation depuis le local jusqu'au niveau de l'Agence Nationale des Domaines et du Foncier. Il vise à analyser les dysfonctionnements liés à l'installation, aux rapports entre membres des sections villageoises de gestion foncière, entre sections villageoises et comités communaux et entre ceux-ci et les autorités communales. La démarche méthodologique choisie est de type socioanthropologique. Au total 72 interlocuteurs ont été rencontrés dont 22 membres des sections villageoises, 20 membres des comités communaux de gestion foncière et d'anciennes structures de gestion foncière (commission communale des affaires foncières, et membres du tribunal de conciliation), 12 autorités locales et 18 présumés propriétaires de domaines fonciers. Le choix des interlocuteurs a été raisonné s'agissant des membres et autorités locales et aléatoires en ce qui concerne les propriétaires terriens. Les outils de collecte utilisés sont le guide d'entretien et la grille d'observation. Les résultats obtenus montrent que les relations de travail entre membres, entre institutions locales et entre institutions locales et autorités politiques locales sont souvent à la base des dysfonctionnements.

**Mots clés :** politique de formalisation ; droit foncier ; institutions locales ; Bénin.

---

# Quantification et cartographie des risques de pertes en terres par érosion hydrique dans le bassin versant de Sogui-Ogo (Nord du Sénégal) par l'équation universelle des pertes de terres

Seydou Alassane SOW

Département de Géographie, FLSH, UCAD Sénégal, sowseydoualassane@yahoo.fr;  
+221772226676

## Résumé

Dans la moyenne vallée du Sénégal, les processus géomorphologiques sont caractérisés par des vitesses d'érosion et de transport lentes dans les rivières et très rapides sur les versants, et dépendent souvent non-linéairement de la pente topographique, de l'agressivité des pluies et du degré d'anthropisation du milieu. Il en résulte des dynamiques érosives très complexes se traduisant sous formes de pertes de terres sous l'effet du couple ruissellement-ravinement. L'objectif de ce travail est d'intégrer des données géospatiales (lithologie, pluviométrie, topographie et occupation du sol) dans un SIG afin de procéder à une quantification et une cartographie des risques de pertes en terres induites par l'érosion hydrique dans le bassin versant de Sogui-Ogo situé dans la région de Matam. L'intégration de la fonction multiplicative de l'équation universelle des pertes de terres à travers des algorithmes intégrés au sein du logiciel ArcGis a rendu possible la combinaison des facteurs R, K, LS, C et P de l'équation et d'aboutir à une projection des risques de pertes en terres dans le bassin versant. Les résultats montrent que le facteur d'érosivité R est en moyenne de 633 avec une valeur maximale de 848. Le facteur K d'érodibilité des sols varie de 0,04 à 1,45 avec une moyenne de 0,74. Le facteur topographique LS varie de 0 à 9,68 avec une moyenne de 4,84. Le facteur A montre que les risques de pertes en terres par érosion hydrique touchent à des niveaux différents l'ensemble du bassin versant de Sogui-Ogo. Ces taux de pertes évoluent entre 0 t/ha/an et 457,3 t/ha/an et sont principalement enregistrées au niveau des zones de fortes pentes, une érosivité et une érodibilité élevée et une faible couverture végétale. Cette morphodynamique hydrique constitue une menace sérieuse des activités agro-pastorales dans ces localités de la vallée du Sénégal.

**Mots clés :** Risques de pertes en terres, érosion hydrique, équation universelle des pertes en terres et bassin versant de Sogui-Ogo

---

## Le chaînon manquant de l'aménagement du territoire au Sénégal : une application ineffective au niveau local des règles décidées – Le cas de la gestion des ressources naturelles

Alpha Ba<sup>1</sup>, Baba Ba<sup>2</sup>, Patrick D'Aquino<sup>3</sup>, Dembayel Diop<sup>4</sup>, Omar Fedior<sup>5</sup>, Geneviève Fontaine<sup>6</sup>, Amadou Ka<sup>7</sup>, Atoumane Kane<sup>8</sup>, Kader Fanta Ngom<sup>9</sup>, Marc Piraux<sup>10</sup>, Ardo Sow<sup>11</sup>

Alpha Ba<sup>1</sup>, enseignant-chercheur (ENSA Thiès), Baba Ba<sup>2</sup>, chercheur (ILRI), Patrick D'Aquino<sup>3</sup>, chercheur (Cirad), Dembayel Diop<sup>4</sup>, société civile (commune de Mbolo), Omar Fedior<sup>5</sup>, consultant (SAFET), Geneviève Fontaine<sup>6</sup>, chercheur (R&D Tetris), Amadou Ka<sup>7</sup>, agent développement (Saed), Atoumane Kane<sup>8</sup>, consultant (ex AVSF), Kader Fanta Ngom<sup>9</sup>, consultant, Marc Piraux<sup>10</sup>, chercheur (Cirad), Ardo Sow<sup>11</sup>, agent développement (Association des Maires du Sénégal, ex Enda-Pronat).

[alpha.ba@univ-thies.sn](mailto:alpha.ba@univ-thies.sn); [babsasel89@gmail.com](mailto:babsasel89@gmail.com); [patrick.daquino@cirad.fr](mailto:patrick.daquino@cirad.fr);  
[dembayeld@yahoo.com](mailto:dembayeld@yahoo.com); [ofedior@safetconsulting.sn](mailto:ofedior@safetconsulting.sn); [recherche@scic-tetris.org](mailto:recherche@scic-tetris.org);  
[amadouka405@yahoo.fr](mailto:amadouka405@yahoo.fr); [a.kane@avsf.org](mailto:a.kane@avsf.org); [grefkaros@yahoo.fr](mailto:grefkaros@yahoo.fr); [marc.piraux@cirad.fr](mailto:marc.piraux@cirad.fr);  
[ardojuniors@gmail.com](mailto:ardojuniors@gmail.com)

## Résumé

Le Sénégal possède une panoplie très riche de mécanismes et d'outils de qualité pour une gestion décentralisée réussie des territoires. Cependant, les dysfonctionnements qui devraient être réglés par ces outils sont encore très présents, et obèrent tant le développement économique que les nécessités de justice et paix sociale et la durabilité environnementale. A partir de l'exemple de l'un de ces mécanismes, le POAS sénégalais, la communication proposera une analyse collective

transdisciplinaire deux axes principaux qui expliquent le faible respect des règles collectives sur le terrain : Les modalités d'information et de sensibilisation des différents acteurs-clés. La communication identifiera les différents acteurs du national au local (administration territoriale centrale et déconcentrée, gendarmerie nationale, organisations nationales de la société civile, collectivités locales, services techniques déconcentrés, chefs de village, et in fine usagers), dont le manque en information et sensibilisation est très préjudiciable à une application effective des règles collectives d'aménagement du territoire, et proposera une analyse sur des mécanismes opérationnels, pour la plupart déjà testés ponctuellement, permettant d'y remédier. Les mécanismes d'alerte et de sanction et les différents acteurs qui doivent s'y impliquer activement. La communication décrira les mécanismes d'alerte et de sanction qui devraient théoriquement s'appliquer et analysera les progrès et les procédures nouvelles qui permettraient un respect plus effectif des règles collectives (ici dans le cas de l'exemple du Poas), en particulier pour obtenir une implication plus active et conforme des différents acteurs de la chaîne d'alerte et de sanction. Ces conclusions seront mises en perspective tant avec les réflexions actuelles sur une évolution des politiques d'aménagement du territoire en Afrique qu'avec les grands axes de la recherche sur l'aménagement du territoire.

**Mots clés :** aménagement – territoire – décentralisation – participation – gestion territoriale – régulation

---

**Enjeux et défis de la gouvernance intercommunale des ressources forestières en Haute Casamance : analyse à partir du massif forestier de Mahon Bakhor entre les communes de Bagadadji, Dioulacolon, Bignarabé et Fafacourou**

Samba DIA<sup>1</sup>, Mohamadou Mountaga DIALLO<sup>2</sup>, Diatou THIAW NIANE<sup>3</sup>, El Hadji Rawane BA<sup>4</sup>, Boubacar BA<sup>5</sup>

<sup>1</sup>Doctorant, Laboratoire Population, Environnement et Développement Département Géographie UCAD ; sambadio36@gmail.com 774059045/770338263

<sup>2</sup>Maître-Assistant en Géographie-aménagement, Laboratoire de géographie humaine, UCAD mountaga2006@yahoo.fr 771074085

<sup>3</sup>Maître de Conférence Assimilée, Directrice du Laboratoire Population Environnement et Développement Département Géographie UCAD

<sup>4</sup>Chercheur au Laboratoire Géographie humaine UCAD

<sup>5</sup>Doctorant, Laboratoire Géographie humaine UCAD

**Résumé**

Au Sénégal, la décentralisation lancée depuis 1972 a permis d'instituer en milieu rural des collectivités territoriales comme étant des espaces de gestion des ressources forestières. Cette responsabilité ne sera une compétence qu'en 1996 avec le transfert de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles et renforcée en 2013 par une communalisation universelle en vue de créer des territoires viables et durables. Cependant, les incohérences notées dans les découpages constituent un véritable handicap pour la gouvernance des ressources forestières dont les périmètres dépassent généralement le cadre communal. Il se pose alors la question du niveau d'intervention approprié pour garantir une gestion locale des ressources forestières la plus rationnelle. Cette recherche se propose d'étudier les enjeux et défis de la gouvernance intercommunale du massif forestier de Mahon Bakhor en Haute Casamance. Ce territoire forestier à cheval sur les communes de Bagadadji, Dioulacolon, Fafacourou et de Bignarabé dans la région de Kolda constitue un territoire pertinent d'analyse des enjeux et défis de l'intercommunalité dans la gouvernance des ressources forestières. La méthodologie qualitative combine recherche documentaire et entretiens semi directifs à partir de guides d'entretien destinés aux élus locaux des 4 communes et des deux conseils départementaux, à l'IREF de Kolda, la DREEC, aux exploitants, aux comités villageois de gestion des forêts et au PADEC. Les résultats de recherche montrent d'une part que la forêt aménagée de Mahon Bakhor en tant que bien commun présente plusieurs enjeux d'intercommunalité avec notamment l'existence de plusieurs dynamiques d'exploitations

des ressources forestières par les communautés issues des collectivités voisines. D'autre part, l'existence d'un cadre informel d'intercommunalité de gestion forestière, qui traduit la perception des enjeux de la part des acteurs territoriaux et de leurs volontés de se doter d'un outil de gouvernance forestière.

Mots clés : Gouvernance, ressources forestières, intercommunalité, Haute Casamance, massif forestier Mahon Bakhor

---

### **Pression anthropique sur le casier rizicole de Kokry en zone Office du Niger et stratégies d'adaptation des paysans**

DIALLO Boubacar Amadou, SARIA Abou

Ecole Normale Supérieure de Bamako, Département Histoire-Géographie

"boubamadoudiallo@gmail.com

#### **Résumé**

La croissance démographique a une incidence directe sur les activités humaines ; nécessitant une expansion des surfaces agricoles pour satisfaire les besoins de nourriture des populations. Cette situation est très remarquable dans un pays comme le Mali, avec une population de plus de 22 millions en 2022 contre plus de 14 millions en 2009 ; où près de 70 % de la population vit en milieu rural et exerce les activités primaires notamment l'agriculture. Le casier rizicole de Kokry fait face à une forte demande de terres cultivables suite à la poussée démographique et au manque d'aménagements agricoles. L'objectif principal de cette étude est d'analyser les causes et les manifestations de cette pression et les stratégies d'adaptation des paysans. L'hypothèse principale stipule que le manque d'aménagements agricoles accentue la situation. Pour atteindre cet objectif, l'approche méthodologique mixte (quantitative et qualitative) a été adoptée. Des enquêtes ont été menées auprès de 110 personnes et les données ont été traitées avec différents logiciels comme Sphinx, Excel, Word. Les résultats ont montré que l'augmentation rapide de la population et le manque de nouveaux aménagements de terre sont les principales causes des contraintes foncières dans la zone avec respectivement 37,3 et 18,3 %. Pour faire face au manque de terres agricoles, plusieurs enquêtés se sont tournés vers des activités génératrices de revenus demandant moins d'espace comme le maraîchage et l'élevage intensif (42,1 %) ou le commerce, 16,8 %.

**Mots clés :** casier rizicole, croissance démographique, aménagement agricole, activités génératrices de revenus, Kokry.

---

### **Impacts du changement climatique sur les activités socioéconomiques dans les bassins de la Casamance à Kolda et de la Kayanga-Geva à Wassadou**

Cheikh Abdoul Aziz Sy Sadio, Cheikh Faye

"Département de Géographie, U.F.R. Sciences et Technologies, Université Assane Seck de Ziguinchor, Laboratoire de Géomatique et d'Environnement (LGE), BP 523 Ziguinchor (Sénégal), c.sadio4153@zig.univ.sn

Département de Géographie, U.F.R. Sciences et Technologies, Université Assane Seck de Ziguinchor, Laboratoire de Géomatique et d'Environnement (LGE), BP 523 Ziguinchor (Sénégal), cheikh.faye@univ-zig.sn

#### **Résumé**

Les impacts du changement climatique apparaissent comme l'un des plus grands défis du monde et surtout de ses économies. Cependant, l'Afrique figure parmi les régions les plus exposées car les principaux secteurs de développement économique ainsi que les ressources qui assurent la survie des populations rurales deviennent de plus en plus menacés par le changement climatique. Ainsi dans les bassins de la Casamance en amont de Kolda et de la Kayanga en amont de Wassadou, les effets de la variabilité climatique ne passent pas inaperçus et ne sont pas sans conséquences majeures sur les activités socioéconomiques particulièrement l'agriculture (pluviale, irriguée et maraîchage) et l'élevage. Les besoins en eau deviennent de plus en plus croissants en raison du potentiel pastoral de la région mais aussi de la prolifération des parcelles agricoles aussi bien dans

le périmètre aménagé de l'Anambé que dans sa vallée. La présente étude a pour objectif d'évaluer les impacts de la variabilité climatique sur les activités socioéconomiques dans les bassins versants de la Casamance en amont de Kolda et de la Kayanga-géva en amont de Wassadou à partir des enquêtes réalisées auprès de 283 ménages. Les résultats révèlent que 76,9 % des personnes interrogées dans le bassin versant de la Casamance pratiquent l'agriculture pluviale contre 48% dans le bassin de la Kayanga. Pour l'agriculture de contre-saison, elle est pratiquée dans le bassin de la Kayanga précisément dans la vallée de l'Anambé. Quant à l'agriculture de contre-saison et celle pluviale, 16,9% de nos interlocuteurs le pratiquent dans le bassin de la Casamance contre 29,4% de nos interlocuteurs dans le bassin de la Kayanga. Par ailleurs, l'élevage activité économique non négligeable derrière l'agriculture, est pratiqué par 55,4% de nos interlocuteurs dans le bassin de la Casamance contre 51,4% dans le bassin de la Kayanga. Ainsi, du fait de l'augmentation de l'évaporation en raison de la hausse des températures et de la baisse des précipitations dans ces bassins, l'agriculture (pluviale et de contre-saison) et l'élevage, principales activités économiques de la zone, sont de plus en plus affectées aux risques climatiques. Si dans le secteur agricole, les impacts du changement climatique sont entre autres les difficultés à diversifier les cultures, la diminution des rendements, le développement de pratiques agricoles non-durables, l'augmentation des coûts de production et la limitation du potentiel d'irrigation, dans le secteur de l'élevage, ils sont liés à la baisse de la productivité animale, la dégradation de la santé animale, la hausse de la mortalité du cheptel et l'augmentation des coûts de production. En réponse à ces défis de la variabilité climatique, des stratégies d'adaptation et d'atténuation s'avèrent essentielles pour réduire les effets du changement climatique.

Mots-clés : changement climatique ; impacts ; activités socioéconomiques

---

## **La périurbanisation au niveau du Dir de Béni Mellal sous le prisme de la durabilité. Formes, dynamiques et gestion des risques.**

Mekrini Soukaina

Architecte – Maître de conférences, École Nationale d'Architecture d'Agadir, Maroc  
soukaina.mekrini@gmail.com – s.mekrini@enaagadir.ac.ma

### **Résumé**

Béni Mellal est une ville intermédiaire de 200 000 habitants (RGPH 2014) située au niveau du « Dir » (piémont), entre les massifs montagneux du Haut Atlas Central et la plaine de Tadla. Dans ce territoire, les dernières décennies ont vu l'expansion de l'urbanisation de telle manière qu'aujourd'hui Béni Mellal et son « Dir » constitue un véritable « archipel urbain » (Schéma Directeur d'Aménagement Urbain, 2021). Cette périurbanisation, qui prend une forme linéaire, interroge fortement l'efficacité des schémas et des outils d'aménagement du territoire et de planification urbaine en termes de durabilité. L'étude diachronique de l'occupation des sols au fil des années montre la densification et l'étalement des agglomérations, des infrastructures mais aussi des exploitations, car ce territoire est riche en matières de matériaux de construction, engendrant des dégradations anthropiques au dépend de l'agriculture et de la qualité de l'environnement. Partant du postulat que les documents d'aménagement du territoire et de la planification urbaine sont l'entrée de base pour l'orientation de l'évolution de cette urbanisation et la gestion des risques qui lui sont liés, dans le sens où l'acte d'urbaniser entraîne forcément une transformation du milieu, il est grand temps de faire un bilan en essayant de voir en quoi ces documents anticipent ou pas la gestion des risques dans un territoire fragile, fragilisé et fortement sollicité. Alors, comment les documents d'aménagement du territoire et de la planification urbaine abordent-ils la question de la durabilité et de la gestion des risques liés à l'urbanisation au niveau du Dir de Béni Mellal ? Et qu'est-ce que cela a donné en termes d'occupation du sol ? La nouvelle génération des documents d'urbanisme prend en considération cette obligation actuelle de composer avec le risque en introduisant les Cartes d'Aptitude à l'Urbanisation (CAU). Cet outil, encore jeune, est-il la solution pour renforcer l'arsenal juridique en matière de planification urbaine ? Quelles sont ses limites et ses perspectives de développement ? Cette proposition s'appuie à la fois sur une lecture critique du

dispositif mis en place en matière d'aménagement du territoire et de planification urbaine, mais aussi sur un travail de terrain : des enquêtes avec la population et les acteurs concernés. Notre objectif est triple. D'abord mettre en lumière comment les documents officiels accompagnent la pression et les dynamiques en cours au niveau du Dir (piémont) dans une perspective de durabilité. Ensuite, montrer l'impact de cette urbanisation effrénée sur la qualité de l'environnement, du paysage et sur l'exposition aux risques naturels tout en interrogeant comment la population concernée appréhende le risque, le durable, comment celle-ci a pu composer ou non avec la nature du site pour s'en prémunir.

**Mots clés :** Périurbanisation-gestion des risques- durabilité-aménagement du territoire-planification urbaine

---

## **Inégalités d'accès à l'Eau selon le Genre dans les communes de Kafountine et de Diembering en Basse Casamance (Sénégal)**

Aïssatou CISSÉ

Doctorante au Laboratoire de Géomatique et d'Environnement, Université Assane Seck de Ziguinchor (Sénégal)

a.cisse4908@zig.univ.sn

### **Résumé**

Ressource indispensable à la vie et aux activités humaines pour le développement, la ressource en eau fait défaut dans plusieurs contrées notamment celles rurales. En effet, sa gestion est de plus en plus source de préoccupations et de conflits dans un contexte où elle devient plus rare et inaccessible pour une bonne partie de la population. En Basse Casamance, notamment dans les communes de Diembering et Kafountine, le problème d'accès à l'eau et sa gestion constituent deux enjeux majeurs. Les difficultés d'accès à la ressource en eau selon le genre sont depuis ces dernières décennies sources de débat et de réflexion pour le monde scientifique et celui du développement. Le concept de Genre se réfère aux rôles, comportements, activités et attributs sociaux qu'une communauté particulière considère appropriés et assignés aux hommes et aux femmes (OMS, 2009). Dans le contexte de l'eau, la discrimination de genre se révèle par le fait que les femmes et les filles sont souvent les principales utilisatrices, pourvoyeuses et gestionnaires de l'eau dans les ménages (WSP, 2010). Cette étude a pour objectif d'analyser les inégalités d'accès à l'eau basée sur le genre dans les communes de Diembering et Kafountine situées en Basse Casamance. Dans cette étude, 159 ménages ont été visités dans les deux communes. Il ressort de cette étude que 86,1 % des ménages de la commune de Kafountine ont des difficultés d'accès à l'eau ; contre 57,5 % dans la commune de Diembering. En plus de cette difficulté d'accès à la ressource, 45 % des femmes et 36 % des hommes de ces localités parcourent de longues distances pour trouver de l'eau potable. Par ailleurs, il découle de l'analyse de perception des usagers sur la gestion de l'eau que 16,4 % des enquêtés sont très satisfaits, 37,1 % sont satisfaits et 11,9 % ne sont pas satisfaits. Ces derniers regrettent la cherté de l'eau, les coupures récurrentes ainsi que la mauvaise qualité de l'eau.

**Mots-clés :** Inégalités d'accès, Eau, Genre, Gestion, Basse Casamance.

---

## **Gouvernance et gestion des arbres d'alignement dans la ville de Dakar**

Mamoudou DEME, Thierno Bachir SY, Sidia Diaouma BADIANE, Awa Niang FALL

"Doctorant, Laboratoire de Géographie Humaine, Département de Géographie, Université

Cheikh Anta Diop, mamoudeldeme4@gmail.com

Doctorant, Laboratoire de Biogéographie, Département de Géographie, Université Cheikh Anta

Diop, bounebaz1@gmail.com

Enseignant-chercheur, Laboratoire de Biogéographie, Département de Géographie, Université

Cheikh Anta Diop, sidia.badiane@ucad.edu.sn

Enseignante-chercheuse, Laboratoire Hydro-Morphologie, Département de Géographie,

Université Cheikh Anta Diop, awa10.fall@ucad.edu.sn

### **Résumé**

L'arbre a été très tôt pris en compte dans la fabrique de la ville. Élément à part entière du paysage urbain, l'arbre constitue ainsi un patrimoine vivant de la ville. Ce patrimoine correspond à une vision aménagiste d'intégration de l'arbre dans l'environnement urbain. Plusieurs pays élaborent des stratégies de développement et de gestion des espaces verts. La ville de Dakar, malgré une forte densité du bâti, dispose d'un potentiel arboré important à travers notamment les arbres d'alignement. Cependant, la problématique de la gouvernance de ces arbres se pose avec acuité à l'échelle des décideurs. En effet, la participation, la coordination et l'harmonisation des acteurs et des échelles de gouvernance sont des enjeux majeurs de la gestion du patrimoine arboré. Cette étude vise à analyser les modes de gouvernance et les acteurs impliqués dans la gestion des arbres d'alignement de la ville de Dakar. Une démarche méthodologique multiséculaire a été adoptée pour cette étude. À cette fin, une enquête exploratoire a été menée pour comprendre le système de gestion et de gouvernance à travers des entretiens semi-directifs avec plusieurs acteurs de la gestion des arbres. Il s'agit entre autres des responsables des services municipaux, du service des eaux et forêts, des acteurs associatifs. Ensuite, une enquête de perception a été effectuée via des questionnaires auprès des usagers pour déterminer les facteurs affectant leur participation. L'analyse des données, réalisée sous Excel, a retenu des statistiques descriptives. Les résultats ont montré que la gestion des arbres d'alignement revient aux autorités administratives et locales, avec une faible implication de la population et un manque de coordination des différents acteurs impliqués dans la gestion. De ce fait, certaines populations contribuent à la gestion des arbres d'alignement, alors qu'on note une absence de formation des acteurs. Il est essentiel de promouvoir une meilleure coordination entre les différents acteurs et d'encourager une participation citoyenne active. En plus, la formation continue des responsables peut également jouer un rôle clé dans la préservation et la gestion durable du patrimoine arboré de Dakar.

**Mots-clés :** Gouvernance, Gestion, Arbres d'alignement, Aménagement, Dakar.

---

### **Analyse de l'influence du facteur climat sur l'aléa d'inondation à Garoua**

NANKAP DJANGUE Marlyse, MBIADJEU-LAWOU Sosthène Parole  
Doctorante en Géographie à l'Université de Yaoundé 1 (Cameroun), Département de  
Géographie, djangue\_ma@yahoo.fr; (+237) 696897811  
sostheparolelawou@yahoo.fr ; (+237) 696136893/673687671

#### **Résumé**

Les inondations figurent parmi les catastrophes naturelles les plus fréquentes et les plus meurtrières dans le monde. Elles sont responsables de plus de 60 % de décès liés à ces catastrophes et provoquent des perturbations environnementales, urbaines, périurbaines et rurales. Au vue de l'ampleur des dégâts, il est nécessaire de multiplier les actions qui permettront de maîtriser le risque d'inondation actuel et futur. La présente étude vise à faire une analyse de l'influence du facteur climat sur l'aléa d'inondation à Garoua. Ainsi, la délimitation et la hiérarchisation de ces zones à risque permettent une gestion efficace du phénomène. Pour réaliser ce travail, la base de données SIG comprenant entre autres les images Landsat et le modèle numérique de terrain GDEM (Global Digital Elevation Mapper) ont été utilisées. Les données pluviométriques de la station de Garoua ont permis d'apprécier le comportement de la pluviométrie entre 1984 et 2013. La revue documentaire, des entretiens et les observations in situ ont permis d'avoir des connaissances sur la manifestation de l'inondation dans la ville Garoua. Le traitement des données a permis de les interpréter. Les résultats révèlent que plus de 50 % de la superficie de la zone possède un niveau d'exposition très élevé au risque d'inondation.

**Mots clés :** Influence, Facteur climat, Aléa, Inondation, Garoua

---

### **La rocade ou « voie de contournement de Ouagadougou », accélérateur de la dynamique de bidonvilisation du Grand Ouaga**

Pougdwendé Léandre GUIGMA

Architecte, Docteur en études urbaines, aménagement et urbanisme, Enseignant chercheur à l'Université Aube Nouvelle de Bobo-Dioulasso, Chercheur associé à ALTER / LAVUE UMR CNRS 7218, Gérant de l'agence PERSPECTIVE  
04 BP 8489 Ouagadougou 04 / Tel : (+226) 76 61 09 64 / guigmaleandre@gmail.com

## Résumé

Longue de 125 km, la rocade dite « voie de contournement de Ouagadougou » est en cours de réalisation. Démarrée depuis octobre 2019, la fin des travaux est prévue pour 2024. Cette rocade passe par les huit communes rurales limitrophes de la commune urbaine de Ouagadougou. Le chantier est financé en partenariat public privé, à hauteur de 226 milliards de francs CFA, par l'entreprise EBOMAF. Depuis l'annonce des études de cette rocade, puis tout au long des travaux d'exécution, les abords de la rocade ont acquis une plus-value foncière et font l'objet de spéculation de plus en plus croissante et manifeste. En outre, les zones non loties périphériques autour de l'agglomération lotie de Ouagadougou s'agrandissent sous de diverses formes de promotions immobilières informelles. Quelles sont les dynamiques d'étalement urbain et de bidonvilisation engendrées par la construction de la rocade du Grand Ouaga ? Cet article est une contribution à l'axe 4 des journées de l'aménagement du territoire à savoir « Politique des grandes infrastructures et conflits d'aménagement ». Il se fonde sur des travaux de recherche antérieures issus de la thèse de L. Guigma (2017) sur les « marchandages fonciers entre chefs traditionnels, autorités publiques et citoyens » dans le non-loti de Ouagadougou et de l'observation de l'auteur, en tant que praticien et résidant du Grand Ouaga. Cet article mobilise les notions de « rurbanisation » (I. Salenson, 2020) de « bidonvilisation » (M. Davis, 2006, 2007), pour décrypter et qualifier le processus d'étalement urbain du Grand Ouaga. Il ouvre également les conditions et les perspectives d'une inversion de la tendance de bidonvilisation à travers la projection d'une « métropole comestible » (Goelzer, 2017) du Grand Ouaga.

**Mots clefs :** Non-loti, rocade, étalement urbain, bidonvilisation, Grand Ouaga, ville comestible.

---

## Mode de gestion des eaux de puits et récurrences de maladies d'origine hydrique dans les quartiers de Nema, Colobane et Santhiaba (ville de Ziguinchor)

Guène FAYE<sup>1</sup>, Djiby SOW<sup>1</sup>, Oumar SALL<sup>1</sup>, Lat Grand NDIAYE<sup>2</sup>

<sup>1</sup>Département de Géographie, Laboratoire de Géomatique et d'Environnement (LGE),  
Université Assane SECK de Ziguinchor

<sup>2</sup>Département de Physique, Laboratoire de Chimie et Physique des Matériaux, Université Assane SECK de Ziguinchor  
[fayeguene@yahoo.fr](mailto:fayeguene@yahoo.fr)

## Résumé

Les maladies liées à l'eau et au manque d'eau potable et d'assainissement sont une des principales causes de mortalité à travers le monde. Elles tuent plus que le SIDA, les guerres et les catastrophes naturelles. Dans ce sillage, la commune de Ziguinchor de par ses outils de planification caducs, un étalement spatial mal maîtrisé, une pression démographique, la prolifération d'habitat spontané, un réseau d'eau courante lacunaire, connaît un réel déficit d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement. La principale source d'approvisionnement en eau potable est le puits. Ces puits sont insuffisamment aménagés et le plus souvent à proximité des toilettes. La qualité de l'eau des puits n'est pas souvent garantie. Ce mode traditionnel d'approvisionnement en eau dans les villes est lourd de conséquences environnementales et sanitaires. Le but de cet article est d'appréhender le lien qui existe entre la qualité de l'eau de puits consommée et la récurrence des maladies hydriques dans cette commune. La démarche méthodologique est combinatoire : recherche documentaire, enquêtes ménages, des entretiens, des séances d'observation, de la cartographie et de prélèvement des échantillons d'eau de puits pour une analyse physico-chimique et bactériologique. Il ressort de cette étude que les eaux de puits les plus fréquemment consommées (54%) sont contaminées par les *Escherichia coli*, les streptocoques fécaux et les salmonelles qui rendent les populations vulnérables aux maladies telles que la typhoïde (57%), l'amibiase (47,2%), les diarrhées (45,5%) etc.

La réduction de ces maladies nécessite une gestion préventive des risques à la source de captage et une éducation des populations sur les méthodes de potabilisation de l'eau. Les résultats montrent également que le niveau de contamination des eaux de puits varie en fonction des caractéristiques géographiques des quartiers, le type d'aménagement et système d'assainissement existant, le niveau de vie des populations.

**Mots clés :** Aménagement, Eau, Latrine, Puits, Ziguinchor

---

### **Variabilité interannuelle des dates de début et de fin de saison des pluies dans le Balantacounda (sud-ouest de la moyenne Casamance Sénégal)**

Insa DIATTA

Département de Géographie, Laboratoire de Géomatique et d'Environnement (LGE), Université Assane SECK de Ziguinchor  
insadiatta2007@yahoo.fr

#### **Résumé**

Cette étude s'inscrit dans le contexte de variabilité climatique marquée par l'augmentation des phénomènes extrêmes comme la baisse des hauteurs pluviométriques. Elle porte sur la problématique des dates de début et de fin de l'hivernage et de sa durée au Sénégal notamment dans le Balantacounda sur la période 1981-2020. Au Sénégal, une tendance générale à la diminution des précipitations est attestée sur l'ensemble du pays depuis la fin des années 1960 et particulièrement en Moyenne Casamance. Ainsi, les variations des dates de début et de fin de saison des pluies en Moyenne Casamance sont ici étudiées sur la partie sud-ouest de cette zone sud du Sénégal (le Balantacounda) en utilisant les données pluviométriques journalières de la période considérée. Dans l'étude des variations des débuts et des fins de saisons des pluies, de nombreuses méthodes de détection de ces dates sont utilisées. Cependant, dans le cadre de notre étude, la méthode de Sivakumar et Guèye (1992), qui se caractérise par sa simplicité de mise en œuvre, mais aussi par le fait qu'elle est la plus utilisée parce qu'elle est surtout une méthode agronomique, est retenue. Cette étude a révélé que dans le Balantacounda le début de la saison des pluies le plus précoce est noté à la date du 03 juin 2004 et le plus tardif est noté le 18 août 2019. La fin la plus précoce est observée le 26 septembre 2014 et la plus tardive le 8 novembre 2010. Dans le Balantacounda l'hivernage présente une tendance au raccourcissement.

**Mots clés :** Variabilité, précipitations, début de saison, fin de saison, Balantacounda

---

### **Technologies de l'environnement : cartographie des têtes d'érosion et analyse de l'efficacité des méthodes antiérosives face aux risques environnementaux dans le quartier Nkombo à Brazzaville (R. Congo)**

Cheldon-Rech NKALA-KOUIA, Guerchinie Vardhelle E. NKOUNKOU, Christ Charel NZIHOU-TSIMBA

" (Université Marien Ngouabi)

Laboratoire de science géographique d'environnement et d'aménagement (LAGEA)  
Attaché technique d'enseignement et de recherche à l'Université Denis SASSOU-NGUESSO  
Master, Université Denis SASSOU-NGUESSO  
[cheldonrechnkalakoutia@gmail.com](mailto:cheldonrechnkalakoutia@gmail.com)

#### **Résumé**

Le champ d'étude sur les problèmes environnementaux est vaste et regorge de plusieurs thématiques. S'inspirant du rapport de la (FAO, 2015), plus de 75 % des terres émergées de notre planète sont considérablement dégradées. Présentent des risques environnementaux pour le bien-être d'environ 3,2 milliards d'individus. Si cette tendance se poursuit, soit 95 % des terres de la planète pourraient être dégradées d'ici 2050. La source de cette dégradation apparaît entre autres le phénomène d'érosion hydrique. Celle-ci fait partie intégrante des principaux phénomènes naturels liés aux précipitations, dont le processus part de la dégradation de la roche mère. Ce présent travail abordera la spatialisation de l'activité de

l'érosion hydrique issue d'une complexité des facteurs physiques et humains. L'évolution de ce phénomène a des impacts conséquents sur plusieurs enjeux à savoir la sécurité humaine, la biodiversité, les édifices etc., dans le Quartier NKOMBO à Brazzaville en République du Congo. Confronté à ce problème depuis quelques décennies, l'objectif de notre recherche est de spatialiser dans une approche diachronique, l'ampleur du phénomène qui met à l'épreuve les efforts de lutte utilisés par les populations, et constitue toujours un réel problème environnemental. Les données actives à exploiter suivra une méthodologie rigoureuse à deux étapes. Les obtenus issus des enquêtes de terrain à travers des formulaires dynamiques numériques d'une part et d'autres part l'application des technologies de l'information géospatiale pour l'analyse et la superposition des couches sur la topographie, la pédologie les paramètres climatique et l'occupation du sol par la population dans le Quartier NKOMBO à Brazzaville en R. du Congo.

**Mots clés :** Environnement, Erosion hydrique, technologies de l'information géospatiale, spatialisation.

---

### **Analyse de la dynamique des paysages de la périphérie urbaine de la ville de Kaolack (Sénégal)**

SOUANE Diénaba, SY Oumar et SOLLY Boubacar

Lobartoire de géomatique et d'Environnement (LGE), Département de géographie, Université Assane SECK de Ziguinchor

d.souane20170253@zig.univ.sn; osy@univ-zig.sn; bsolly@univ-zig.sn

#### **Résumé**

Les statuts de capitale du Bassin arachidier et de ville carrefour et portuaire ont contribué au développement économique de Kaolack, à travers l'essor du transport ferroviaire, maritime et routier, dans le cadre du commerce de l'arachide et du sel. C'est ce qui explique en partie, le rôle important qu'elle joue dans le développement des activités socio-économiques, mais aussi des établissements humains. Ainsi, la population de la ville de Kaolack ne cesse de croître. Elle est passée de 45 570 à 233 707 hbts entre 1957 et 2013 (RGPHAE, 2013 et Sylla *et al.*, 2021). Cette augmentation de la population sur un site contraignant (site d'eau et de marécages) a poussé les différents acteurs de la ville à orienter la croissance spatiale de la ville dans toutes les directions. Ainsi, l'objectif de cette communication est d'analyser la dynamique des paysages de la périphérie ouest de la ville de Kaolack ainsi que les facteurs et acteurs explicatifs. Le travail repose sur une étude diachronique (Corona, 1968 et Google Earth Pro, 2005 et 2023), des enquêtes socio-économiques auprès de 217 chefs de ménage, représentant 21% de la population cible et des entretiens avec des gestionnaires de la ville. Les résultats montrent une progression du bâti dans la périphérie ouest de Kaolack de 62,9 ha entre 1968 et 2023 au détriment de la végétation. Cette dernière a régressé de 119 ha entre 1968 et 2023. Aussi, les terres agricoles et les sols nus ont connu la même tendance (64,6 ha) entre 2005 et 2023. Ces transformations s'expliquent par plusieurs facteurs anthropiques comme naturels dont la croissance démographique (36 %), l'accessibilité au foncier (23%) et la salinité (21%). Elles sont l'œuvre de plusieurs acteurs de l'aménagement urbain : l'Etat (52%), la population (37%), les promoteurs privés (7%) et les ONG (4%).

**Mots clés :** dynamique, paysages, périphérie urbaine, Kaolack

---

### **Changement climatique, dégradations des sols et pratiques agricoles : le défi de l'heure dans l'environnement des Niayes au Sénégal**

Pape THIAW, Cheikh Ahmed Tidiane, Mar Gaye

Doctorant, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Ecole Doctorale Eau Qualité et Usage de l'Eau (EDEQUE), Laboratoire LEIDI (Dynamique des Territoires et Développement)-UGB

Enseignant chercheur, Géomorphologie, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal

Doctorant, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Ecole Doctorale Eau Qualité et Usage de l'Eau (EDEQUE), Laboratoire LEIDI (Dynamique des Territoires et Développement)-UGB

## Résumé

Cette présente étude met l'accent sur les défis environnementaux rencontrés dans la région des Niayes au Sénégal, notamment ceux liés au changement climatique, à la dégradation des sols et aux pratiques agricoles. La région écotopographique des Niayes est confrontée à des problèmes sérieux tels que l'érosion des sols, la diminution de la fertilité des terres et l'insécurité alimentaire en raison des pratiques agricoles non durables et des effets du changement climatique. L'objectif principal de l'étude est de comprendre l'impact du changement climatique et des pratiques agricoles sur la dégradation des sols dans les Niayes, et de proposer des solutions durables pour atténuer ces problèmes. La recherche s'est appuyée principalement sur des enquêtes sur le terrain, des analyses des données climatiques et des études des pratiques agricoles traditionnelles et modernes dans la région. Ainsi, les résultats mettent en évidence une corrélation entre le changement climatique, la dégradation des sols et les pratiques agricoles inadaptées. Ils soulignent également l'urgence d'adopter des pratiques agricoles durables et de mettre en place des mesures d'adaptation au changement climatique pour préserver l'environnement des Niayes.

**Mots clés :** changement climatique, dégradation, défi, environnement, Niayes

---

### **Approche par télédétection de la dynamique de l'occupation du sol de 1979 à 2021 dans les Terres Neuves (Région de Tambacounda-Sénégal) dans un contexte de changement climatique**

Mbagnick FAYE, Dome TINE, Gallo NIANG, Mamadou THIOR

Université Cheikh Anta DIOP, Département de Géographie

fayedoudou85@yahoo.fr, dometine85@gmail.com, gallonhio@gmail.com, thioryaz@yahoo.fr

## Résumé

La variation du climat, observée en Afrique de l'ouest depuis la fin des années 1960, n'a pas épargné les régions soudaniennes du Sénégal. La sécheresse, qui en découle, a bouleversé les conditions environnementales qui se traduisent par la fragilisation des écosystèmes et la dégradation accélérée des ressources naturelles, notamment les terres agricoles. La résilience des systèmes agricoles s'est manifestée par la migration du bassin arachidier vers le sud, particulièrement au Sénégal oriental. Les Terres Neuves du Sénégal oriental qui, constituant le milieu d'accueil de migrants agricoles du bassin arachidier, étaient, jadis, marquées par leur fertilité et une forte densité de leur couverture végétal. Aujourd'hui, elles font l'objet de fortes pressions foncières et d'une exploitation abusive des ressources naturelles productives engendrant des impacts négatifs sur l'agriculture, l'élevage, ainsi que la biodiversité. Cette étude propose d'analyser la dynamique environnementale dans les Terres Neuves à travers une approche cartographique des unités d'occupation du sol. L'approche est basée sur une classification par pixel à l'aide de l'algorithme maximum de vraisemblance. Les données pluviométriques utilisées ont été extraites de la plateforme Google Earth Engine (GEE) et les images satellitaires du capteur Landsat acquises en 1979, en 1990, en 2003 et en 2021. La méthode de comparaison post-classification est utilisée pour détecter les changements intervenus entre les différentes dates retenues. Les précisions globales des classifications donnent des résultats satisfaisants avec 80% pour 1979, 90 % pour 1990, 89 % pour 2003 et 91 % pour 2021 et un coefficient Kappa respectif de 87%, 89 %, 85 % et 90 %. Les résultats montrent une réduction des superficies forestières contre une extension des terres de culture. Cette dynamique globale de l'occupation du sol est le reflet des impacts cumulés à la baisse de la pluviométrie et à une pression sur les ressources agricoles et forestières.

**Mots clés :** Changement climatique, mutation environnementale, Terres Neuves, occupation du sol, Landsat

---

### **Analyse spatiale de la dynamique des berges du Lac de Guiers des années 1970 aux années 2020 à l'aide de l'outil DSAS**

Gallo NIANG<sup>1</sup>, Birane Cisse<sup>2</sup>, Mamadou THIOR<sup>1</sup>

<sup>1</sup>Laboratoire de Climatologie et d'Environnement (LCE), Département de Géographie,  
Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD)

<sup>2</sup>Laboratoire de Géographie Humaine (GéoHu), Département de Géographie, Université Cheikh  
Anta Diop de Dakar (UCAD)

gallo1.niang@ucad.edu.sn, cissebirane@gmail.com, thioryaz@yahoo.f

## **Résumé**

Dans les berges très convoités du lac de Guiers, les enjeux sont multiples et les processus sédimentaires qui s'y tiennent sont susceptibles d'altérer les écosystèmes, particulièrement les ressources et les aménagements hydro-agrocoles. A l'instar des lacs tropicaux d'eaux douces, le lac de Guiers a connu une régression de son plan surfacique durant les décennies de sécheresse 1970 et 1980 avant que son régime hydrologique soit artificialisé par la mise en service des barrages sur le fleuve Sénégal, des digues sur le Lac et du canal de la Taouey vers la fin des années 1980. Ces aménagements, cumulés à une amélioration sensible de la pluviométrie et aux impacts des activités agricoles, ont fait apparaître un hydrodynamisme nouveau caractérisé par une mobilité variable des berges. L'objectif de ce travail est d'analyser l'évolution de la ligne instantanée des berges du lac de Guiers par une approche cartographique et statistique à l'aide du plug-in DSAS. Pour ce faire, une méthode statistique d'extrapolation et de calcul de tendances est mise en place, basée sur le traitement des images satellitaires Landsat acquises en 1979, 1990, 2000, 2010 et 2020. Les résultats montrent que la dynamique des berges du lac de Guiers est marquée par un recul intensif relative à la mobilité du lit méandriforme du lac par sapement latéral. Cette érosion est beaucoup plus manifeste dans les secteurs Ouest où la faiblesse des altitudes et l'existence des dépressions de lignes de faille facilitent la submersion des terres. Enclenchée au début des années 1990, cette dynamique érosive des berges du lac de Guiers, plus intensive entre 2010 et 2020, constitue une contrainte majeure à la gestion durable des terres agricoles.

**Mots-clés** : Cartographie, statistique, dynamique des berges, érosion, lac de Guiers.

---

## **Changement climatique, dégradations des sols et pratiques agricoles : le défi de l'heure dans l'environnement des Niayes au Sénégal**

Cheikh Ahmed Tidiane FAYE, Pape THIAW, Mar Gaye

Enseignant chercheur, Géomorphologie, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal,  
chatifa@yahoo.fr

Doctorant, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Ecole Doctorale Eau Qualité et Usage de  
l'Eau (EDEQUE), Laboratoire LEIDI (Dynamique des Territoires et Développement)-UGB,  
thiawpape24@gmail.com

Doctorant, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Ecole Doctorale Eau Qualité et Usage de  
l'Eau (EDEQUE), Laboratoire LEIDI (Dynamique des Territoires et Développement)-UGB"

## **Résumé**

Les unités morphopédologiques du Sénégal sont des héritages et le propre des héritages est d'être fragile. C'est le cas des sols des Niayes dont la formation se confond au pluvial Tchadien (12 000 à 8 000 ans BP) et que les conditions bioclimatiques ayant présidé à leur mise en place n'existent plus. Aujourd'hui, cette région des Niayes est confrontée à des défis environnementaux majeurs, notamment ceux liés aux changements climatiques, à la dégradation des sols et aux pratiques agricoles. L'objectif principal de cette contribution est d'étudier l'impact du changement climatique et des pratiques agricoles sur la dégradation des sols des Niayes, et de proposer des solutions durables. La recherche s'est appuyée principalement sur des enquêtes de terrain, des analyses de données climatiques et l'étude des pratiques agricoles traditionnelles et modernes dans la région. Ainsi, les résultats mettent en évidence une corrélation étroite entre changement climatique, dégradation des sols et pratiques agricoles inadaptées. Ils soulignent également l'urgence d'adopter des pratiques agricoles durables et de mettre en place des mesures d'adaptation au changement climatique pour préserver l'environnement des Niayes.

**Mots clés** : changement climatique, dégradation, défi, environnement, Niayes

---

## **Crime, espace et temporalité dans la ville de Pikine, la première banlieue de l'agglomération dakaroise (Sénégal)**

Madior LY, Mame Cheikh NGOM, Didier DESPONDS

Géographe – diplômé de CY Cergy Paris Université [kadior300@gmail.com](mailto:kadior300@gmail.com)

Enseignant-chercheur – département de Géographie – Université Cheikh Anta Diop –  
[mamecheikh1.ngom@ucad.edu.sn](mailto:mamecheikh1.ngom@ucad.edu.sn)

Professeur des universités en géographie, CY Cergy Paris Université - [didier.desponds@cyu.fr](mailto:didier.desponds@cyu.fr)

### **Résumé :**

La cartographie joue un rôle croissant en criminologie, facilitée par le renouveau des outils d'analyse spatiale tels que les SIG. Les cartes de données superposées permettent de mettre en évidence les corrélations entre divers déterminants socio-spatiaux, aidant à comprendre des phénomènes complexes comme la distribution inégale de la criminalité et ses spécificités. Le traitement graphique et cartographique des données qualitatives et quantitatives sur la criminalité et d'autres formes de déviance dans un espace géographique donné permet d'évaluer le degré de sûreté. À l'échelle des communes et des zones d'intervention des services de police judiciaire, l'insécurité et la sécurité à Pikine, une banlieue de Dakar, peuvent être analysées selon les multiples caractéristiques intrinsèques de l'environnement étudié. Cet article se concentre particulièrement sur la dimension temporelle de la criminalité dans cette région. Les enquêtes administrées auprès des populations et les entretiens menés avec les agents de sécurité publique révèlent que la temporalité est un élément central dans la perception de la criminalité par les populations.

**Mots clés :** Sécurité, cartographie, criminalité, temporalité, espace

---

## **Analyse de la dynamique spatio-temporelle comme levier pour un développement territorial harmonieux de la ville de Bol, province du Lac au Tchad.**

GALI DJAKO Exaucé

Etudiant, Doctorant en Développement Urbain Durable au Centre d'Excellence Régional sur les Villes Durables en Afrique (CERVIDA-DOUNDEDON) de l'Université de Lomé

[galiexauce@gmail.com](mailto:galiexauce@gmail.com)

### **Résumé**

Cette recherche explore l'utilisation stratégique de la dynamique spatio-temporelle à travers les Systèmes d'Informations Géographiques (SIG) afin de favoriser un développement territorial équilibré de la ville de Bol, située dans la province du Lac Tchad. En analysant les données spatiales et temporelles, la recherche vise à comprendre les tendances de l'évolution de l'usage du sol dans le but de trouver un équilibre entre les activités de développement économique et la préservation de l'environnement pour assurer un développement territorial durable. La méthodologie de recherche utilisée a impliqué plusieurs étapes : collecte de données par téléchargement d'images satellitaires Landsat, prétraitements incluant correction radiométrique et extraction de la zone d'étude, traitement de l'imagerie via QGIS avec composition colorée et classification, analyse approfondie des facteurs explicatifs de la dynamique spatio-temporelle, et enfin proposition de perspectives pour une gestion territoriale durable basée sur des données géospatiales et des entretiens avec des acteurs locaux. Les résultats de l'étude mettent en évidence une évolution spatio-temporelle peu réglementée, attribuable à des limitations en ressources techniques, financières et humaines, ainsi qu'à la faiblesse de la mise en œuvre des réglementations urbanistiques contraignantes. En effet, la tâche urbaine a évolué de 67 ha en 1970 à 407 ha en 2023 entraînant une réduction des zones agricoles et zones marécageuses. Cette dynamique pose donc un réel défi entre urbanisation et préservation des écosystèmes urbains. En conclusion, cette recherche met en avant l'urgence d'intégrer la dynamique spatio-temporelle dans les processus de planification urbaine, dans le but d'assurer un équilibre entre développement urbain et préservation de l'environnement.

**Mots clés :** Dynamique spatio-temporelle, Développement territorial, Systèmes d'Informations Géographiques (SIG), Ecosystèmes urbains, Ville de Bol

---

**La protection de l'environnement : analyse du cadre réglementaire sur les pratiques de gestion des déchets littoraux dans l'agglomération de Libreville au Gabon**

MOULOUNGUI KUSSU Leslie Bertha\*, ADA NZOUGHE Corine épouse OBOUNOU, AGBOGAN Agogno, DOUNWOURGUE Nagbandjoa, ZOO EYNDANGA René Casimir, VIMENYO Messan

Centre d'excellence régional sur les villes durable en Afrique Cervida, Dounedon, (Cervida Dounedon), Université de Lomé-Togo  
moulounguiliebertha@gmail.com

**Résumé**

Au cours des dernières décennies, en raison d'une croissance démographique forte conjuguée à une urbanisation mal maîtrisée, les villes africaines ont été confrontées à divers défis liés à la protection de l'environnement. En raison d'une prise de conscience progressive, plusieurs États Africains ont ratifié des conventions et adopté une série de lois visant la protection côtière et l'environnement. Le Gabon, n'étant pas en reste, s'est doté depuis les indépendances (1960) jusqu'à nos jours des instruments juridiques pour mieux encadrer la protection de l'environnement. Pourtant, malgré l'existence des textes bien élaborés, l'agglomération de Libreville connaît toujours des difficultés dans la gestion des déchets urbains. Cette situation contribue à la dégradation du paysage le littoral. Le but de cette étude est d'analyser le rôle des textes réglementaires relatifs à la protection de l'environnement sur les pratiques de gestion des déchets solides sur le littoral de l'agglomération de Libreville au Gabon. La méthodologie de recherche comprend une recherche documentaire, les observations sur le terrain et des enquêtes auprès de 300 personnes dans la zone d'étude. Les résultats montrent que la dégradation du littoral serait due à la méconnaissance et l'inopéation des lois qui régissent la protection de l'environnement et la gestion des déchets. En conséquence, le recours aux pratiques d'évacuation de déchets telles que les rejets dans la nature, dans les cours d'eau, dans les dépotoirs anarchiques et les caniveaux est courant chez les Librevillois. Ainsi, la mise en application précise des textes réglementaires et l'implication des acteurs pour améliorer la planification et la qualité de l'environnement littoral est nécessaire pour prétendre une gestion durable de la zone côtière.

**Mots clés :** Déchet, littoral, réglementation, Libreville, Gabon

---

**Recompositions spatio-temporelles et impacts socio-économiques et environnementaux dans le terroir Fogny de la commune de Kafountine en Basse-Casamance entre 1968 et 2023**

Boubacar Diallo<sup>1</sup> et El Hadji Balla Diéye<sup>2</sup>

Laboratoire de Géomatique et d'Environnement (LGE), Département de Géographie, U.F.R. Sciences et Technologies, Université Assane Seck de Ziguinchor, bassayadiallo98@gmail.com, edieye@uiv-zig.sn

**Résumé**

Le monde contemporain connaît de profondes recompositions spatiales qui peuvent être observées à travers le poids démographique, le fonctionnement des sociétés et l'organisation des territoires. Ainsi, la commune de Kafountine connaît des mutations spatiales sur l'axe Kafountine-Dianah-Abéné. L'objectif de cette étude vise à comprendre les recompositions spatiotemporelles et ses impacts socio-économiques et environnementaux dans *le terroir Fogny* de Kafountine de 1968 à 2021. Pour ce faire, une méthodologie articulée autour de la collecte et du traitement des données pluviométriques, géospatiales et celles issues des enquêtes socioéconomiques a été adoptée. A partir des données géospatiales, une cartographie de l'évolution des unités paysagères est effectuée. Il ressort de cette opération, une cartographie diachronique de l'occupation des sols dans la zone d'étude de 1968 à 2021. Ainsi, une forte anthropisation du terroir est notée avec une augmentation

des surfaces du bâti qui se traduit par le développement de la ville secondaire de Kafountine et une dégradation de l'environnement. Ce faisant, le bâti et les vergers d'agrumes ont connu une forte croissance et passent respectivement de 63,92ha à 531,44ha et de 8,89ha à 1513,16ha. Au même moment, la végétation a connu une régression, elle passe de 6156,31ha en 1968 à 3804,16ha en 2021 soit une baisse de 38% de ses superficies. La croissance démographique et la sécheresse des 1970-1980 combiné au développement des activités de pêche, du tourisme et récemment de l'arboriculture sont tributaires des transformations spatiales en cours dans le terroir. Ces deux facteurs ont entraîné un bouleversement des activités en milieu rural, l'émergence de nouvelles formes de vie et une dégradation de l'environnement. Des acteurs, à la fois communautaires et étatiques, s'activent dans l'accompagnement du processus de recomposition et de développement en cours. Toutefois, la vulnérabilité et la faible implication des acteurs locaux invitent à une synergie des actions pour un développement durable des territoires du littoral de la Basse-Casamance.

**Mots clés :** Recompositions, Terroir, Pêche, Arboriculture, Cartographie diachronique, Kafountine, Basse-Casamance

---

### **Analyse de la croissance urbaine de la commune de Kaffrine de 1960 à 2022**

**Ababacar Fall et El Hadji Balla Diéye**

Laboratoire de Géomatique et d'Environnement (LGE), Département de Géographie, U.F.R. Sciences et Technologies, Université Assane Seck de Ziguinchor, babacarf0@gmail.com, edieye@uiv-zig.sn

#### **Résumé**

Ce travail de recherche porte sur l'Analyse de la croissance urbaine et explore la dynamique spatiale de la commune de Kaffrine entre 1960 et 2022. L'objectif de cette étude est de décrypter les multiples facettes de la croissance spatiale de Kaffrine, en mettant l'accent sur ses impacts socio-économiques et environnementaux marquants. Pour mener à bien ce travail et atteindre les objectifs fixés, nous avons adopté une méthodologie diversifiée qui combine recherche documentaire, enquêtes terrain, tant qualitatives que quantitatives, et cartographie détaillée. Cette approche méthodique a permis de tracer l'évolution de la commune de Kaffrine, révélant non seulement son étalement mais aussi les transformations socio-économiques et environnementales qui l'accompagnent. Les résultats obtenus mettent en lumière un étalement urbain significatif, stimulé par des facteurs clés tels que l'accroissement démographique, les migrations internes favorisées par la recherche de meilleures opportunités économiques, les variations climatiques, et le statut administratif de Kaffrine comme chef-lieu de région. En effet, la superficie du bâti est passée de 162,13 ha en 1965 à 412,3 ha en 2022, celle de la végétation de 617,7 à 113,8 ha entre 1965 à 2022 tandis que celle des zones de culture passe 1407,2 à 1125,4 ha de 1965 à 2022. La population de la commune de Kaffrine s'est multipliée par 21 en passant 2500 à 54547 habitants. Cette évolution démographique et spatiale a eu des répercussions profondes parmi les quelle nous avons la transformation des zones de cultures en zones d'habitations, entraînant une réduction des surfaces cultivables et une pression accrue sur les ressources naturelles tel que la biodiversité. Aussi, la croissance urbaine rapide de Kaffrine a engendré des défis majeurs, parmi lesquels les problèmes d'inondation, la limitation de l'accès à l'eau potable, la vie chère, les difficultés de mobilité et une ségrégation socio-spatiale croissante. Ces défis soulignent la nécessité d'une planification urbaine réfléchie et d'une gestion environnementale prudente pour assurer un développement durable de la commune.

**Mots clés :** Croissance urbaine, Commune, Kaffrine, Développement, Cartographie, Sénégal.

---

### **Analyse des inondations en milieu urbain : cas de la commune de Keur Massar Nord dans la banlieue de Dakar (Sénégal)**

**Mamadou Ndom et El Hadji Balla Diéye**

Laboratoire de Géomatique et d'Environnement (LGE), Département de Géographie, U.F.R. Sciences et Technologies, Université Assane Seck de Ziguinchor, [m.ndom20170232@zig.univ.sn](mailto:m.ndom20170232@zig.univ.sn), [edieye@uiv-zig.sn](mailto:edieye@uiv-zig.sn)

## **Résumé**

Le réchauffement planétaire a accentué les effets du changement climatique qui se traduisent par une récurrence des phénomènes météorologiques qui accentuent la vulnérabilité des populations. La commune de Keur Massar Nord, dans la banlieue dakaroise, est régulièrement confrontée à des problèmes d'inondations qui touchent la quasi-totalité de la commune. Ainsi, l'objectif de notre étude est de comprendre les facteurs à l'origine de la récurrence des inondations dans la commune et les stratégies de gestion mises en place par les acteurs dans la commune de Keur Massar Nord. La méthodologie adoptée repose sur une approche méthodologique axée sur la collecte, le traitement et l'analyse de données géospatiales, climatiques (pluviométrie et température), démographiques et socio-économiques collectées sur le terrain. Les résultats obtenus mettent en avant une importante dynamique du bâti qui s'étale sur 814 ha soit 61% de la superficie de la commune et dont le développement s'est fait à partir de son noyau traditionnel, le village de Keur Massar. Le développement de la commune s'est fait de manière anarchique avec une occupation des zones inondables libérées par les eaux durant la sécheresse des années 1970. Aujourd'hui, avec le retour de la pluviométrie vers la normale, la commune de Keur Massar Nord fait face à des phénomènes d'inondations qui se renouvellent chaque année. Cette variabilité pluviométrique se trouve renforcée par l'absence de réseaux d'assainissement des eaux pluviales adaptés, de la recharge de la nappe sub-affleurante de Thiaroye qui se trouve à 3m. Pour lutter contre ces inondations récurrentes, les populations et autres acteurs ont mis en place des stratégies d'adaptation pour faire face aux impacts des inondations.

**Mots clés :** Inondation ; Urbanisation ; Changement Climatiques ; Keur Massar Nord ; Sénégal

---